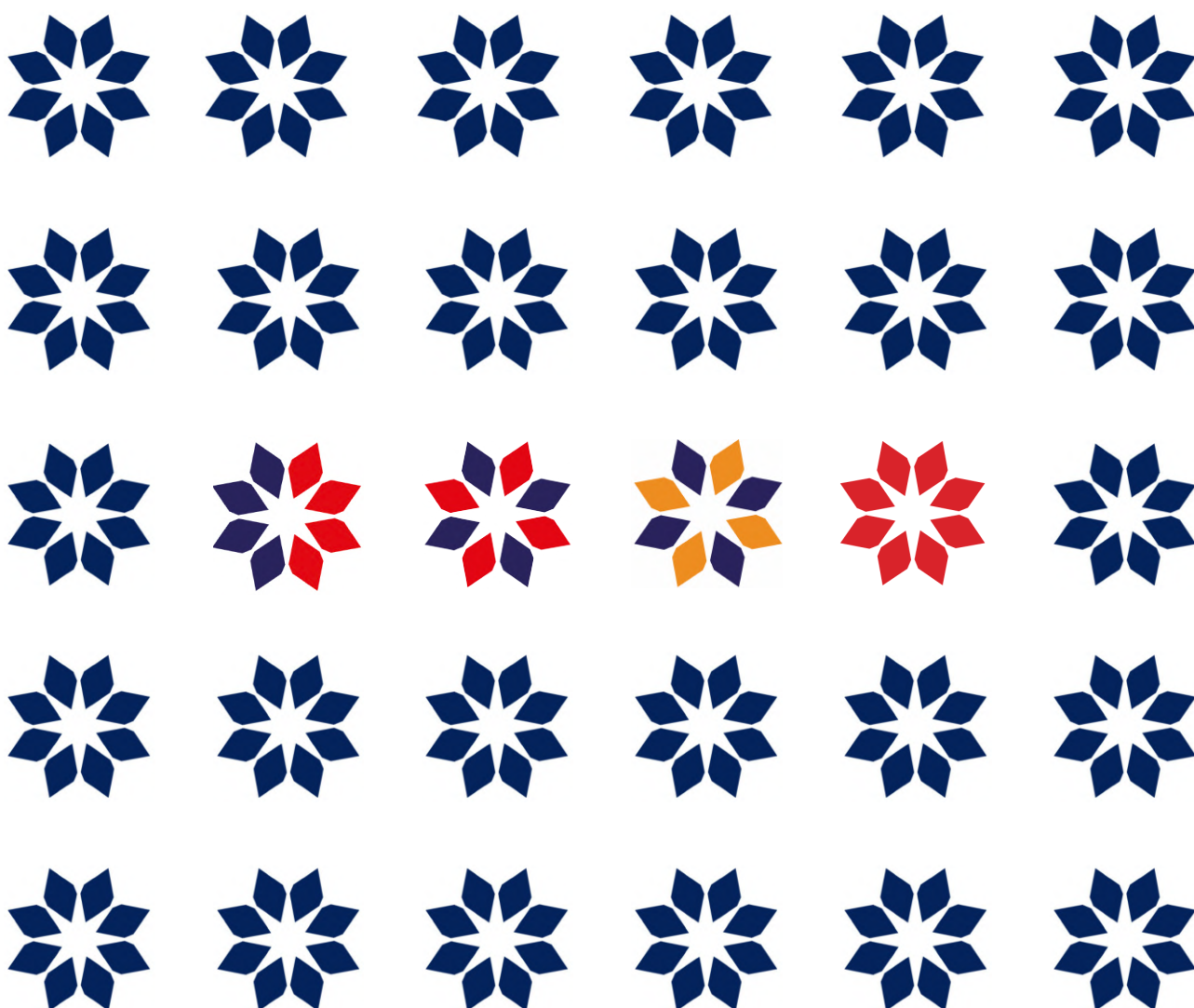




FONDATION
FRANCE-ASIE

Fonds de préfiguration

NOUVEAUX REGARDS SUR L'ASIE



Une perspective nouvelle sur l'Asie et la diversité de ses enjeux
et de ses cultures, mêlant regards d'experts et d'acteurs de haut niveau.

SOMMAIRE

p.3 Éditorial.

par Jean-Raphaël Peytregnet,
Directeur de la rédaction et ancien
diplomate.

p.7 Actualités **asiatiques**.

par Pierre Haski,
Journaliste pour France Inter.

p.8 Le Japon et son alliance de sécurité sous Trump 2, **la tentation de l'autonomisation ?**

par Céline Pajon,
Responsable de la recherche sur le
Japon et l'Indo-Pacifique au Centre Asie
de l'Ifri.

p.11 L'exposition « **Haikus d'argent** », l'Asie photographiée par **Michael Kenna** au Musée Guimet.

avec Édouard de Saint-Ours,
Commissaire de l'exposition.

p.17 La sphère d'influence des « **hanzi** » en **Asie**.

par CHEN Yo-Jung,
Ancien diplomate français.

p.23 Face à une crise de confiance, le nouveau visage de la **consommation chinoise**.

avec ZHANG Zhulin,
Journaliste pour Courrier International.

p.28 Voix de **Young Leader**.

avec Yaron Herman,
Pianiste, compositeur et auteur.

AGENDA

26 septembre 2025

Asia Pacific Summit à l'IPEM à Paris

9-12 octobre 2025

Séminaire Young Leaders France-Inde
2025 à New Delhi et Mumbai

9 octobre 2025

Table-ronde France India AI
Initiative x Healthcare à New Delhi

« How can cooperation between France and
India promote artificial intelligence to accelerate
progress in the healthcare and automotive
sectors ? »

14 octobre 2025

Table-ronde France India AI
Initiative x Brunswick à Paris

« From competition to cooperation: can France,
India, and the U.S. build a shared
vision for a trustworthy AI ? »

9 décembre 2025

Forum Track 2 France-Chine à Paris

Plus d'information sur le site de la
Fondation France-Asie
fondationfranceasie.org

Pour participer aux événements, écrire à
contact@fondationfranceasie.org



Jean-Raphaël Peytregnet

Directeur de la Publication, ancien diplomate

ÉDITORIAL

Suite à une résolution votée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, chaque 15 septembre depuis 2008, est célébré dans le monde la « Journée internationale de la démocratie ».

Le constat est là : un recul de la démocratie s'est observé partout dans le monde.

On a, en effet, constaté en 2025 pour la première fois un dépassement des démocraties (88 pays) en faveur des autocraties (91), selon le rapport du V-Dem Institute rattaché à l'université suédoise de Gothenburg [1].

En se désolidarisant de leurs alliés de l'OTAN, les États-Unis de Donald Trump leur ont adressé un terrible coup lorsque, pour ne citer que ce seul exemple (il y en a bien d'autres sur le plan de sa politique intérieure), le 16 avril 2025, ils joignirent leur voix, chose à peine croyable, à celles de la Biélorussie, de la Corée du Nord, de l'Érythrée, du Mali, du Nicaragua, du Niger, de la Russie et du Soudan, pour s'opposer à la résolution des Nations Unies condamnant la guerre d'agression russe contre l'Ukraine.

L'Asie n'a pas échappé à la règle.

En Asie orientale, la Corée du Sud a été l'un des pays à l'origine du recul démocratique de la région, avec la crise politique, née de la déclaration (de courte durée) de la loi martiale par le président de l'époque (depuis destitué), Yoon Suk-yeol, en décembre 2024. Si les manifestations publiques contre les mesures de Yoon Suk-yeol ont reflété la résilience des

institutions démocratiques locales face à des défis soudains, l'incident a mis en lumière les problèmes institutionnels liés au pouvoir présidentiel et accru le risque de violences politiques et de troubles sociaux.

La profonde acrimonie politique entre les partis politiques sud-coréens rendra toute résolution difficile à court terme. Toutefois la victoire du chef de l'opposition, Lee Jae-myung, à l'élection présidentielle devrait permettre à terme de rétablir la stabilité du paysage politique, on peut tout au moins l'espérer.

Le Japon et Taïwan demeurent les seules « démocraties à part entière » (full democracy) de la région. Malgré cela, ceux-là sont confrontés à d'importants défis pour leurs institutions démocratiques : à Taïwan, la division entre l'exécutif et le législatif a déjà entravé l'élaboration des politiques, les partis d'opposition cherchant à instrumentaliser le pouvoir législatif contre le président élu démocratiquement, notamment en paralysant la Cour constitutionnelle taïwanaise.

La cote de popularité du gouvernement mené par Shigeru Ishiba reste faible (24 % selon un sondage réalisé en avril 2025 par le quotidien Mainichi Shimbun, le taux de désapprobation étant lui de 61 %).

Depuis les pertes subies à la suite de l'élection législative anticipée d'octobre 2024, l'exécutif gouverne en minorité. La confiance a notamment été entamée par un scandale en mars 2024 impliquant des bons cadeaux de 100 000 yens offerts à des députés. Ce désaveu de l'électorat (58 % de participation) s'est trouvé confirmé le 20 juillet par la défaite de la coalition



au pouvoir (PLD/Komei) à l'élection partielle de la Chambre haute, dont a profité le jeune parti d'extrême droite Sanseito, qui a enregistré un score historique sur la base d'une plateforme électorale xénophobe.

Cette nouvelle défaite a eu pour conséquence de précipiter la chute de M. Ishiba, ouvrant ainsi pour le Japon une nouvelle ère d'instabilité dans un contexte extrêmement tendu tant sur le plan intérieur (hausse des prix, en particulier du riz, baisse des salaires, immigration) qu'extérieur (hausses tarifaires américaines, tensions avec les voisins chinois et nord-coréens) [2].

En Asie du Sud-Est, on assiste au retour d'une politique dynastique, au Cambodge (famille Hun), en Indonésie (famille Suharto), en Thaïlande (famille Shinawatra) et aux Philippines (famille Marcos).

Hun Manet a succédé en 2023 à son père, Hun Sen, à la tête du gouvernement en menant depuis une campagne systématique de répression contre l'opposition politique, les journalistes, les syndicalistes ainsi que les défenseurs de l'environnement.

Les perspectives à court terme pour la démocratie régionale sont difficiles.

Élu à la présidence en février 2024, Prabowo Subianto, gendre du dictateur Suharto (1965-1998), est impliqué, au titre de ses fonctions de chef des forces spéciales, dans de multiples exactions au Timor-Leste, en Papouasie (indonésienne) et lors des manifestations anti-Suharto en 1998 qui ont conduit à son renversement.

L'Indonésie est confrontée à un regain d'activisme étudiant, reflétant le mécontentement suscité par les récentes coupes budgétaires, la création controversée d'un deuxième fonds souverain et la modification des lois visant à étendre le rôle de l'armée dans la gouvernance civile (ce qui a provoqué des turbulences sur les marchés boursiers).

En Thaïlande, la Première ministre, Paetongtarn Shinawatra, fait face à une opposition de plus en plus hostile, accusée d'agir sous l'influence induite de son père, Thaksin (lui-même ancien Premier ministre). Paetongtarn a été suspendue de ses fonctions présidentielles le 1er juillet 2024 par la Cour constitutionnelle pour avoir fait montre de déloyauté (son entretien enregistré avec l'ex-Premier ministre Hun Sen mettant en cause l'armée thaïlandaise) dans le conflit

frontalier avec le Cambodge autour de vestiges de temples khmers du temps de la splendeur d'Angkor.

Aux Philippines, l'arrestation de Rodrigo Duterte, l'ancien président, a intensifié la bataille politique entre la famille Duterte, sa fille, Sara, vice-présidente du pays mais depuis destituée début février, et le Premier ministre, Ferdinand « Bongbong » Marcos Jr, issu de la dynastie politique Marcos (son père Ferdinand et sa mère Imelda qui ont gouverné d'une main de fer les Philippines de 1965 à 1986), et finalement élu président en juin 2022, avec l'espoir de blanchir l'image de sa famille à la sinistre réputation.

En Asie méridionale, les manifestations politiques au Bangladesh, suite aux élections de janvier 2024 (qui n'ont été considérées ni libres ni équitables), ont renversé le gouvernement précédent dirigé par Sheikh Hasina Wajed en août 2024, inaugurant une nouvelle ère de changement.

Malgré cela, les perspectives économiques et politiques futures du pays restent incertaines sous le gouvernement intérimaire actuel dirigé par le Prix Nobel de la paix (2006) Muhammad Yunus, nommé Chief adviser en attendant qu'un nouveau chef de gouvernement soit nommé à la suite d'élections générales qui devraient en principe se tenir fin 2025-début 2026.

Les élections au Pakistan, qui se sont tenues en février 2023, ont fait l'objet d'allégations de répression et d'ingérence politiques, des facteurs qui persisteront tant que la situation sécuritaire du pays restera instable (terrorisme, affrontement militaire avec l'Inde).

Bien que le Sri Lanka ait connu un changement de gouvernement lors de ses élections de septembre 2024, avec la nomination de Mme Harini Amarasuriya, le paysage politique reste imprévisible, la poursuite de la démocratisation dépendant de la capacité de la société civile à faire pression en faveur des réformes (et de la volonté des institutions politiques de les adopter).

En revanche, les élections en Inde ont été jugées plus libres et équitables : malgré son contrôle strict des médias, le Bharatiya Janata Party (BJP) de Narendra Modi n'est pas parvenu à décrocher la majorité qualifiée des deux tiers des sièges, soit 370, qui lui aurait permis de procéder librement à des amendements constitutionnels, et il a, par ailleurs, perdu la majorité absolue qu'il détenait seul, le



contraignant ainsi à dépendre de ses alliés au sein de la NDA (National Democratic Alliance). Les inquiétudes du public concernant l'emploi et l'érosion des libertés sociales se sont reflétées dans le scrutin, témoignant ainsi de la persévérance du processus démocratique dans le pays, qui permettait au Premier ministre nommé pour son troisième quinquennat de proclamer « une nouvelle victoire pour la plus grande démocratie du monde », en nombre d'électeurs, devra-t-on préciser.

Que peut-on attendre de ces développements pour l'Asie ?

La Chine pourrait bien en être la grande bénéficiaire. En Asie orientale : contrairement au Parti (conservateur) du Pouvoir au Peuple (PPP) pro-américain de l'ex-président destitué Yoon dont le candidat a été battu à la récente élection présidentielle (juin 2025), le Parti démocrate (DP) de la Corée du Sud et son nouveau président élu apparaissent plus étroitement alignés sur Pékin que sur Washington.

Les hausses tarifaires (+ 50 %) appliquées à l'Inde par l'administration Trump dans le but de réduire le déficit commercial enregistré avec Delhi (45 Mds \$) mais aussi vues comme une tentative américaine d'amener les autorités indiennes à réduire leur dépendance vis-à-vis de la Russie, notamment en matière de livraison de pétrole brut (et aussi sans doute d'armements), sont susceptibles de conduire à un encore plus grand rapprochement entre les voisins indiens et chinois (première rencontre bilatérale en cinq ans en octobre 2024 entre Narendra Modi et Xi Jinping en marge du sommet des Brics, à Kazan, en Russie ; visite en août 2025 à Delhi du ministre des Affaires étrangères Wang Yi suivie d'une rencontre à Tianjin entre Narendra Modi et Xi Jinping dans le cadre du Sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai).

Et cela d'autant plus en raison du traitement de faveur accordé par l'administration américaine au Pakistan (réception à la Maison Blanche du maréchal Asim Munir, chef d'état-major de l'armée pakistanaise), ennemi juré de l'Inde, et réciproquement.

Comme l'Inde, le Japon cherche déjà à améliorer ses relations historiquement tendues avec la Chine, notamment à la suite des tensions de l'archipel avec les États-Unis nourries par Donald Trump et ses menaces de hausses tarifaires à l'encontre de ses alliés asiatiques. Le ministre japonais des Affaires

étrangères, Takeshi Iwaya, a rencontré son homologue chinois Wang Yi et le Premier ministre chinois Li Qiang à Pékin à la fin de l'année 2024.

Ajoutant à ses fonctions ministérielles celles plus importantes de membre du Bureau politique du Comité Central du PCC, Wang Yi s'est de nouveau entretenu en juillet 2025 avec son homologue japonais à Kuala Lumpur.

Le renforcement des liens avec le Japon et la Corée du Sud devrait consolider le statut régional de la Chine au détriment des États-Unis, une tâche qui sera sans doute plus facile avec Séoul qu'avec Tokyo.

En Asie du Sud-Est, le rôle accru de la Chine dans la région devrait pousser la plupart des gouvernements à réaffirmer l'approche équilibrée qu'ils ont adoptée en matière de sécurité nationale depuis des décennies, s'agissant en particulier des dix pays de l'ASEAN.

La plupart d'entre eux y verront probablement une situation gagnant-gagnant plutôt qu'un calcul à somme nulle, dès lors qu'ils renforceront leurs liens avec la Chine, la Russie, voire d'autres pays, tout en exhortant les États-Unis à maintenir leurs intérêts stratégiques et commerciaux pour la région sans pour autant pouvoir en être certains, compte tenu de l'imprévisibilité de l'hôte de la Maison Blanche.

Cette approche équilibrée, notamment vis-à-vis de la Chine, devrait également influencer la dynamique régionale en Asie méridionale. Le Bangladesh, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka estiment probablement que leurs pays peuvent plus facilement détourner les exigences de New Delhi ou contrer ses aspirations à un leadership régional en maintenant leurs liens avec Pékin.

De son côté, New Delhi cherchera probablement des moyens d'atténuer l'influence chinoise, compte tenu de son implantation croissante dans l'océan Indien. Entre autres gestes, l'Inde continuera très certainement d'encourager le Japon à proposer des investissements économiques et une coopération militaire à d'autres pays d'Asie du Sud afin de les inciter à se rapprocher de New Delhi et de Tokyo.

Mais bien des inconnues demeurent avec les crises russo-ukrainiennes et moyen-orientales



dont on ignore comment celles-ci évolueront et où le rôle des États-Unis, en dépit des fanfaronnades de Trump, demeurent tout au moins pour un temps encore, prépondérant.

Et l'on pourrait même dire vital pour ceux qui comme Taïwan, les Philippines, le Japon et la Corée du Sud ne peuvent que compter sur

Washington s'ils ne veulent pas finir dans la gueule du dragon à leurs portes.

[1] https://www.v-dem.net/documents/60/v-dem-dr__2025_lowres.pdf

[2] Voir Nicholas Szechenyi, Yuko Nakano, Kristi Govella, « Japan's Upper House Election : Prolonged Instability », CSIS (Center for Strategic and International Studies), July 21, 2025.

Jean-Raphaël Peytregnet

Diplomate de carrière après s'être consacré à la sinologie en France puis à l'aide au développement au titre d'expert international de l'UNESCO au Laos (1988-1991), Jean-Raphaël PEYTREGNET a, entre autres, occupé les fonctions de consul général de France à Canton (2007-2011) et à Pékin (2015-2018) ainsi qu'à Mumbai/Bombay de 2011 à 2015. Il était responsable de l'Asie au Centre d'Analyse, de Prospective et de Stratégie (CAPS) rattaché au cabinet du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères (2018-2021) puis enfin Conseiller spécial du Directeur d'Asie-Océanie (2021-2023).



Pierre Haski
Journaliste

Actualités asiatiques

Géopolitique, un podcast offrant un regard sur l'actualité internationale.

Par Pierre Haski sur France Inter

3 juillet - Communisme et réincarnation : quand Pékin veut contrôler la succession du Dalaï lama.

Le Dalaï lama a mis en garde ses disciples contre toute tentative de nommer son successeur autrement que dans la tradition du bouddhisme tibétain ; une allusion au Parti communiste chinois.

▶ [Écouter le podcast](#)

10 juillet - Taïwan, cible stratégique et symbole politique.

Taïwan, toujours menacé d'attaque par la Chine, vient de commencer des grandes manœuvres militaires. Pourquoi ces exercices attirent-ils autant l'attention cette année ?

▶ [Écouter le podcast](#)

14 juillet - L'Indonésie sur les Champs-Élysées : un 14 juillet qui regarde vers l'Indo-Pacifique.

L'Indonésie est le pays invité d'honneur du 14 juillet. Cela peut paraître étonnant, et pourtant c'est un pays auquel on aurait tort de ne pas s'intéresser.

▶ [Écouter le podcast](#)

24 juillet - Espionnage : la guerre de l'ombre fait rage.

Depuis le début du mois de juillet, les arrestations et les révélations sur le monde de l'espionnage se succèdent un peu partout dans le monde.

▶ [Écouter le podcast](#)

Pierre Haski

Journaliste français, ancien correspondant en Afrique du Sud, au Moyen-Orient et en Chine pour l'Agence France Presse (AFP) puis pour le journal Libération, cofondateur du site d'information Rue89, Pierre HASKI est président depuis 2017 de l'association Reporters sans frontières. Depuis 2018, il pose un regard sur la politique internationale au travers de son émission matinale "Géopolitique" diffusée sur France Inter.



Céline Pajon

Responsable de la recherche sur le Japon et l'Indo-Pacifique au Centre Asie de l'Ifri

Analyse Nouveaux Regards

Le Japon et son alliance de sécurité sous Trump 2, la tentation de l'autonomisation ?

Par Céline Pajon

Quand Donald Trump a remporté l'élection présidentielle à Washington en novembre 2024, Tokyo était assez confiant dans sa capacité à gérer la relation avec l'irascible républicain. Après tout, son premier mandat n'avait pas été si préjudiciable au Japon, notamment grâce au leadership du Premier ministre Shinzo Abe, qui avait su instaurer une relation de confiance avec le président et faire preuve d'un fort activisme diplomatique.

La relation nippon-américaine s'en était même trouvée renforcée, et le Japon avait su jouer un rôle moteur face aux remises en cause trumpiennes du multilatéralisme et de l'ordre international fondé sur des règles, à travers la promotion d'un « Indo-Pacifique libre et ouvert », la mise en place de l'accord commercial CPTPP (Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership) et en resserrant ses liens avec des partenaires partageant les mêmes valeurs, notamment les pays européens.

À cette époque, alors que la guerre en Ukraine n'avait pas encore bouleversé l'ordre international, Tokyo espérait que la présidence Trump ne serait qu'une parenthèse, avant que

les États-Unis ne retrouvent rapidement leur cap. Trump 2.0 s'est révélé beaucoup plus brutal.

Au Japon, le Premier ministre Ishiba, en fonction depuis septembre 2024 ne bénéficie ni du charisme ni de la légitimité d'Abe. Alors que la rivalité avec la Chine demeure la priorité de la nouvelle administration américaine, Tokyo s'est efforcé de s'afficher comme un partenaire stratégique clé pour Washington, fort des réformes de défense historiques annoncées en décembre 2022, incluant le doublement du budget militaire – de 1 % à 2 % du PIB d'ici 2027 – et l'acquisition sans précédent d'une capacité de contre-attaque. Pourtant, l'archipel, comme les autres alliés et partenaires, n'a pas échappé à l'imposition de droits de douane prohibitifs ni aux pressions pour accroître ses engagements en matière de défense. Malmené par un allié dont la crédibilité s'effrite, et choqué de le voir s'écarter des principes fondamentaux du droit international en plaidant pour l'expansion territoriale, Tokyo s'interroge.

Le débat sur une autonomisation accrue prend une ampleur inédite. De quelles marges de



manœuvre peut disposer le Japon, alors qu'il reste étroitement lié aux États-Unis par son traité de sécurité ?

Le Japon malmené par son allié

Dans un premier temps, Tokyo semble obtenir les garanties de sécurité recherchées. En février 2025, la rencontre entre le Premier ministre Ishiba et Donald Trump à Washington se déroule dans un climat cordial, les dirigeants « affirmant leur détermination à instaurer un nouvel âge d'or dans les relations nippo-américaines ». En mars, le secrétaire à la Défense Pete Hegseth confirme lors d'une visite à Tokyo la mise en place d'un commandement interarmées pour les forces américaines stationnées au Japon et destiné à s'articuler avec le tout récent Joint Operations Command japonais (JJOC). Cette nouvelle organisation élève encore le niveau de coordination et d'intégration bilatérale.

Pourtant, la pression s'accroît rapidement. Washington exige du Japon un effort de défense supplémentaire, tout en lui imposant des tarifs douaniers prohibitifs.

Déjà engagé dans un doublement historique de son budget militaire, le Japon accueille très froidement les déclarations d'Elbridge Colby, sous-secrétaire à la Défense chargé de la politique, appelant à porter l'effort de défense à 3,5 % du PIB, d'autant que dans le même temps Washington impose 24 % de droits de douane sur les exportations japonaises vers les États-Unis, son deuxième marché après la Chine.

L'impact est particulièrement sévère pour l'automobile, secteur qui représente plus de 36 % des exportations nippones vers le marché américain. Après de laborieuses négociations, Tokyo doit accepter le 22 juillet un compromis amer : des taxes douanières à 15 %, assorties de la promesse de 550 milliards de dollars (471 milliards d'euros) d'investissements nippons dans des projets américains. Malgré l'accord, les droits de douane sur l'acier et l'aluminium restent eux fixés à 50 %. En réaction, le Japon adopte une posture inhabituelle de fermeté. En juin, il décide de reporter la réunion « 2+2 » prévue avec les Secréétaires d'Etat américains aux Affaires étrangères et à la Défense.

Cette décision vise également à préserver un gouvernement Ishiba déjà fragilisé : après avoir convoqué des élections anticipées en octobre 2024, le Premier ministre perd sa majorité

absolue à la Chambre basse et échoue à conserver celle de la Chambre haute lors des élections du 20 juillet 2025. Ce scrutin est marqué par l'émergence de forces populistes, notamment le Sanseito, qui prônent une idéologie « Japan First » en réaction aux pressions américaines.

La « dissonance cognitive » [1] de l'administration Trump alimente le malaise. Tout en affirmant que la Chine reste sa priorité stratégique, Trump adopte une posture révisionniste sur la souveraineté territoriale, comme l'illustrent ses déclarations sur le Groenland et le Panama. Le vote américain du 24 février 2025 à l'Assemblée générale des Nations unies contre une résolution condamnant l'agression russe en Ukraine, symbolise pour Tokyo l'abandon par Washington de son rôle traditionnel de garant de l'ordre international libéral.

Les conditions d'une autonomisation

Face aux risques d'abandon et à l'érosion de la crédibilité de la dissuasion américaine, le Japon poursuit et intensifie sa stratégie de hedging engagée de longue date, via le renforcement progressif de ses capacités de défense propres, un rééquilibrage des rôles au sein de l'alliance, et la mise en place d'un réseau de partenaires stratégiques américano-compatibles, visant à arrimer durablement les États-Unis en Asie tout en ouvrant des voies de coopération complémentaires pour l'archipel.

En décembre 2022, face à la dégradation rapide de son environnement de sécurité et aux tensions croissantes avec un triple front nucléaire et autoritaire (Chine, Russie, Corée du Nord), le Japon entérine un tournant majeur de sa posture de défense.

Le doublement du budget militaire, l'acquisition d'une capacité de contre-attaque inédite, le renforcement des moyens spatiaux, cyber et de guerre électronique, ainsi qu'une meilleure intégration multi-domaines et interarmées visent à accroître la préparation opérationnelle et la dissuasion.

Cette normalisation militaire suppose toutefois une intégration renforcée avec les forces américaines, Tokyo restant dépendant de la chaîne de frappe (kill chain) de son allié pour l'emploi de ses nouvelles frappes à distance. Ainsi, plus capable militairement, le Japon



devient aussi plus étroitement lié à son allié américain [2].

La diversification des partenariats de sécurité en Asie et en Europe ne saurait représenter une alternative crédible à l'alliance, mais permet de relativiser la dépendance du Japon à l'égard des Etats-Unis.

Les engagements de défense du Japon ont connu une évolution spectaculaire, avec l'Inde, la Corée du Sud (sommet trilatéral Japon-Corée du Sud-États-Unis à Camp David en 2023 et première déclaration conjointe entre Tokyo et Séoul depuis 17 ans après la rencontre Ishiba-Lee Jae-Myung en août 2025), les Philippines (pacte de défense signé en juillet 2024) et l'Australie (quasi-alliance et annonce de la vente de frégates Mogami en août 2025).

On observe également un approfondissement de la coopération de sécurité entre le Japon et l'Europe (Union européenne-UE, et Etats membres), notamment en matière d'industrie et technologies de défense – le dernier sommet UE-Japon en juillet 2025 y est consacré. Autre exemple, le programme GCAP qui voit le Japon développer un avion de chasse supersonique avec l'Italie et le Royaume-Uni. La coopération avec l'Europe joue un rôle central dans la préservation du multilatéralisme et de l'ordre international fondé sur des règles, notamment en matière de libre-échange.

Le Japon s'est ainsi félicité d'un rapprochement annoncé entre l'UE et le CPTPP. La sécurisation des chaînes d'approvisionnement, le maintien de conditions de libre-échange stables et la promotion de normes ambitieuses en matière commerciale, mais aussi sur les questions numériques et liées à l'intelligence artificielle figurent également au cœur de la stratégie japonaise visant à réduire sa vulnérabilité vis-à-vis des États-Unis. Cette démarche pragmatique

du Japon, visant à accroître ses marges de manœuvre de façon graduelle, apparaît comme la plus réaliste et efficace dans le contexte actuel. C'est elle qu'il convient de suivre, plutôt que de se focaliser sur une éventuelle acquisition d'une capacité nucléaire par Tokyo pour garantir une indépendance totale. Si le tabou nucléaire est aujourd'hui dépassé, au moins dans le débat public, l'étude de l'option nucléaire n'est pas sur la table. La priorité reste pour le Japon de renforcer la crédibilité de la dissuasion étendue fournie par son allié américain, y compris par des échanges plus réguliers et informés. Les experts les plus audacieux plaident pour un assouplissement des trois principes non nucléaires, afin de permettre à l'avenir des escales pour des sous-marins armés de missiles nucléaires ou encore une éventuelle participation des Forces d'autodéfense aux missions de dissuasion américaine [3]. Mais cela reste de l'ordre du débat d'idées.

L'alliance avec les États-Unis, longtemps considérée comme le pilier indéfectible de la sécurité du Japon, apparaît désormais fragilisée et instrumentalisée par Trump comme un simple levier de négociation. Le débat sur une autonomisation accrue de la posture stratégique nipponne prend ainsi une ampleur inédite. Lors de son discours au Shangri-La Dialogue, en mai dernier, le ministre de la Défense Gen Nakatani devient le premier membre d'un gouvernement japonais à évoquer publiquement le concept d'autonomie stratégique. Le Japon est entré dans l'alliance pour des intérêts bien compris – l'alliance doit permettre une dissuasion efficace et la permettre prospérité du pays – et y restera à ces mêmes conditions.

[1] Ayumi Teraoka, « Strategy of Anchoring: Japan, the United States, and the International Order under Trump 2.0 », *Asian Survey* (2025) 65 (4-5): 666-701.

[2] Lotje Boswinkel, « Forever Bound? Japan's Road to Self-defence and the US Alliance », *Survival: Global Politics and Strategy*, vol. 66, no. 3, 2024.

[3] « Toward Improving the Effectiveness of Extended Deterrence in the Japan-U.S. Alliance - To make the "nuclear umbrella" be real », *Sasakawa Peace Foundation*, juin 2025.

Céline Pajon

Céline Pajon est responsable de la recherche sur le Japon et l'Indo-Pacifique au Centre Asie de l'Ifri. Elle coordonne également les activités sur l'Océanie. Céline est par ailleurs chercheuse senior à la Japan Chair de la Vrije Universiteit Brussels (VUB) et chercheuse internationale associée au Canon Institute for Global Studies (CIGS) à Tokyo. En 2016, elle a été invitée au JIIA, le Japan Institute of International Affairs, le think tank du Ministère des Affaires étrangères japonais. Diplômée de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève et de Sciences Po Lyon, Céline a également étudié pendant deux ans au Japon, à l'Université de Waseda (Tokyo) et à l'Université d'Osaka.



Édouard de Saint-Ours Commissaire de l'exposition de Michael Kenna « Haikus d'argent » au Musée Guimet

Entretien Nouveaux Regards

L'exposition « Haikus d'argent », l'Asie photographiée par Michael Kenna au Musée Guimet.

Propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

Jean-Raphaël Peytregnet : Avant de parler de l'exposition « Haikus d'argent : l'Asie photographiée par Michael Kenna » qui se tient actuellement au Musée national des arts asiatiques – Guimet jusqu'au 29 septembre, pourriez-vous nous en dire plus au sujet du fonds photographique dont vous avez la direction au titre de conservateur ?

Édouard de Saint-Ours : Les collections photographiques du musée Guimet sont très importantes. Elles rassemblent près de 600 000 photographies et ont été constituées à partir des années 1920. Au départ ces fonds avaient une vocation documentaire, celle d'être une ressource visuelle pour les historiens de l'art asiatique, les chercheurs, les professeurs, les étudiants, mais aussi pour venir en appui aux conservateurs pour la préparation d'articles scientifiques, d'ouvrages et d'expositions sur les arts asiatiques.

Cette photothèque représente aujourd'hui environ un tiers de la collection du musée. Elle est complétée par des donations et des acquisitions réalisées à partir des années 1940. Une bonne partie est constituée d'un fonds photographique ancien représentatif des tout

débuts de la photographie en Asie, à partir des années 1850.

On y trouve des photographies rapportées par des missions scientifiques ou archéologiques, comme celles de Paul Pelliot (1878-1945), d'Édouard Chavannes (1865-1918) ou de Louis Delaporte (1842-1925), dont les collections qu'il avait constituées pour le Musée indochinois du Trocadéro, portant notamment sur l'art khmer, ont été rapatriées au musée Guimet après sa mort.

Nous avons aussi des fonds photographiques qui relèvent du photo-journalisme. Le musée Guimet a ainsi reçu en 2015 un don de Raoul Coutard (1924-2016) de ses photographies prises pendant la guerre d'Indochine et en 2019 l'intégralité du fonds de Marc Riboud (1923-2016) par legs, qui représente environ 50 000 photographies.

Le musée Guimet dispose enfin d'un fonds photographique contemporain régulièrement enrichi depuis les années 2010. Par exemple, une acquisition récente de six tirages de Pierre-Élie de Pibrac a été faite suite à l'exposition « Portrait



éphémère du Japon » (septembre 2023-janvier 2024) consacrée à son travail récent dans l'archipel nippon.

Le fonds contemporain contient aussi des photographies de Pascal Convert sur les grottes bouddhistes de Bamiyan, en Afghanistan, depuis la destruction des grands Bouddhas par les Talibans en 2001.

Nous avons enfin des œuvres réalisées par des photographes asiatiques, et notamment japonais, comme pour les daguerréotypes de Takashi ARAI, qui a travaillé dans les alentours de la préfecture de Fukushima après le tremblement de terre, le tsunami et la catastrophe nucléaire consécutive.

Notre politique d'acquisition pour la photographie est donc tournée à la fois vers les périodes anciennes, avec une attention particulière pour des zones géographiques peu représentées dans les collections, et vers la création contemporaine, cette fois-ci plutôt vers les artistes asiatiques.

Est-ce que les photographies peuvent faire l'objet de prêts entre les musées en France comme à l'étranger ?

Comme pour les autres domaines de collection, le musée Guimet prête volontiers des photographies pour des expositions hors de ses murs. Le musée emprunte aussi. Par exemple, pour l'exposition « Haïkus d'argent », la vaste majorité des tirages a été empruntée à la Médiathèque du patrimoine et de la photographie, qui a reçu en donation l'intégralité de l'œuvre de Michael Kenna, régulièrement enrichie au gré de ses voyages.

L'exposition consacrée à Michael Kenna s'intitule : « Haïkus d'argent ». Pourquoi ce titre ? En êtes-vous l'auteur ?

J'ai en effet proposé ce titre afin d'évoquer la poésie des images de l'artiste, qui interprète le paysage avec beaucoup de talent.

Michael Kenna n'a jamais souhaité faire de la documentation, comme il le dit lui-même. Il ne cherche pas à copier ou à enregistrer le réel. Il utilise au contraire la photographie comme un médium créatif et cherche à faire émerger du paysage des choses que l'on ne peut pas déceler à l'œil nu.

Le sentiment poétique en fait partie. La photographie de Michael Kenna a par ailleurs plusieurs affinités avec le haïku [1], qui est un art de la suggestion.

Les photographies de Kenna font preuve d'une concision remarquable tout en suggérant beaucoup de choses au-delà de ce qui est représenté, comme les haïkus sont contraints par leur forme (17 syllabes) à susciter l'imagination du spectateur.

L'« argent » du titre renvoie à la matière même des tirages, puisque Michael Kenna utilise exclusivement le procédé argentique, qu'il affectionne beaucoup. Son travail est véritablement façonné par cette technique. Il réalise non seulement ses prises de vues avec un appareil argentique, mais tire aussi lui-même chacune de ses épreuves. Kenna va même jusqu'à retoucher manuellement à l'encre bon nombre de ses tirages. C'est un travail presque artisanal, qui demande un savoir-faire important.

Mais toutes ces étapes, pour Kenna, sont surtout des moyens de façonner ses images afin d'y capturer, comme il le dit, l'invisible. Cet élément prend plusieurs formes dans son travail. L'émotion suscitée par la poésie d'une image en fait partie, mais aussi l'abstraction. Pour obtenir une photographie abstraite, il faut façonner le réel jusqu'à ce que les éléments du paysage deviennent des formes pures, jusqu'à ce que le spectateur ne puisse plus reconnaître ce qui est représenté.

Finalement, on pourrait presque dire que le spectateur participe également à la fabrique des images de Michael Kenna, tant l'intervention de l'imaginaire est importante pour lui. Il explique d'ailleurs qu'il recherche dans le paysage des lieux apparentés à des scènes de théâtre vides avant la représentation. Comme lorsqu'on attend le lever de rideau, ces lieux invitent à imaginer ce qui va s'y dérouler.

Avec cette idée du vide et du plein, du noir et du blanc ?

En effet, il s'agit là d'un aspect qui n'est pas présent dans le titre de l'exposition mais qui l'est dans le parcours. C'est un des dénominateurs communs entre la photographie de Michael Kenna et certaines traditions artistiques de l'Asie orientale, en l'occurrence la peinture à l'encre (shuimohua en Chine, sumughwa en Corée, sumi-e au Japon). Dans bien des cas, la monochromie de cette technique est doublée d'une recherche sophistiquée d'équilibre entre le vide et le plein, comme chez Michael Kenna,



dont les photographies sont toujours en noir et blanc.

L'art de la suggestion dont je parlais plus tôt se retrouve également dans les arts décoratifs japonais, en particulier le travail de la laque. La calligraphie est aussi un champ d'exploration pour Michael Kenna, qui s'empare souvent d'éléments sombres placés sur un fond clair pour dessiner dans le paysage une portée ou un texte indéchiffrable mais dont le rythme et la musicalité n'en demeurent pas moins perceptibles.

Les liens entre l'œuvre de Michael Kenna et les arts de l'Asie orientale n'avaient jamais été vraiment explorés jusqu'ici. Le musée Guimet était le lieu idéal pour le faire.

J'ai eu la chance, grâce à la complicité de mes collègues conservateurs, de pouvoir sélectionner des œuvres dans les collections pour introduire les sections thématiques de l'exposition. On y retrouve toutes sortes de matières : de la porcelaine, de la laque, des bronzes, de la peinture à l'encre, de la calligraphie et même des pierres de lettrés. Chaque œuvre est placée en regard d'un tirage grand format, dans une sorte de conversation formelle évoquant le thème de la section.

Ce parcours thématique est divisé en neuf sous-sections réparties en trois parties. La première présente des photographies représentant une nature primordiale, vierge de toute présence humaine.

La seconde montre une nature habitée, avec les différentes manières que nous avons de peupler le paysage. Michael Kenna se concentre ici sur les traces des activités humaines mais sans jamais photographier personne.

La troisième partie de l'exposition est consacrée à ce qu'il appelle l'invisible et propose une progression vers l'abstraction. Cette dernière partie est peut-être la plus représentative du talent de Michael Kenna pour distiller le réel, comme un alchimiste qui chercherait à transformer le plomb en or.

On a l'impression que le Japon est très présent, qu'il y a une relation presque intime entre le Japon, l'art et la culture japonaise et la photographie, que cela soit chez Michael Kenna ou d'autres.

Il existe en tout cas un lien très fort entre Michael Kenna et le Japon. C'est le premier pays d'Asie qu'il a visité en 1987 et il y retourne désormais tous les ans, notamment en hiver sur l'île d'Hokkaido, qu'il aime pour ses paysages enneigés.

Mais il est vrai que l'art japonais a beaucoup influencé les artistes européens depuis le milieu du XIXe siècle. Et les photographes ne font pas exception. Je pense notamment aux Pictorialistes du tournant du XX^{ème} siècle, comme Alfred Stieglitz par exemple, dont Michael Kenna est en partie un héritier.

Et peut-être aussi dans l'autre sens ?

Tout à fait ! D'ailleurs, dans la salle des arts graphiques du département des collections japonaises du musée Guimet, on trouve actuellement une rotation d'estampes évoquant la manière dont les Japonais ont imaginé l'Occident dans le passé. Conçue par ma collègue Estelle Bauer, cet accrochage prend le contrepied de l'exposition « Haïkus d'argent », qui montre des photographies prises par un artiste européen en Asie.

Elle y a sélectionné des œuvres montrant comment les artistes japonais ont pu représenter les Occidentaux vivant à Yokohama ou bien fantasmer l'Europe et l'Amérique du Nord au XIXe siècle. Cette rotation illustre également bien comment les règles de la perspective occidentale codifiées par Brunelleschi à la Renaissance ont influencé les artistes japonais dès le XVIIIe siècle et ainsi transformé leur manière de représenter l'espace.

Michael Kenna s'inspire beaucoup des arts asiatiques, et notamment de l'art japonais, car de tous les pays d'Asie, c'est celui dont il se sent le plus proche.

Lorsqu'il s'y est rendu pour la première fois en 1987, à l'invitation d'une galerie de Tokyo qui a organisé une exposition de son travail, il dit être tombé amoureux de la culture et du paysage japonais. Il est depuis devenu sensible à son art, au bouddhisme zen, et au shintoïsme.

Ce dernier est d'ailleurs présent dans ses nombreuses photographies de torii, ces grands portails qui marquent l'entrée des sanctuaires shintô et symbolisent le passage du monde des vivants au monde des esprits et des dieux. C'est une idée qui plaît particulièrement à Michael



Kenna, tout comme la présence d'innombrables divinités dans la nature.

Il est certain que Kenna a été profondément touché par l'art japonais et qu'il a renforcé ses propres recherches à son contact. Ce qui est intéressant, c'est que, pour lui, ce n'est pas une influence consciente. Il n'a pas étudié l'art japonais pour en appliquer ensuite les méthodes. C'est plutôt une affinité, une complicité entre ce qu'il cherchait à faire depuis les années 1970 et ce qu'il a découvert dans les arts japonais depuis qu'il visite ce pays.

Il est écrit quelque part dans le très riche dossier de presse [2] de l'exposition que les liens entre le travail de Michael Kenna et l'Asie n'ont jamais été analysés dans leurs spécificités.

En effet, les photographies de Michael Kenna sont souvent exposées seules, avec peu de contexte, d'une part parce qu'elles n'entendent pas documenter quoique ce soit mais aussi parce qu'elles sont d'une grande beauté et que cette qualité peut tout à fait se suffire à elle-même.

Les photographies qu'il a prises en Asie ont été beaucoup exposées mais le plus souvent sous le prisme géographique, pays par pays : la Corée du Sud, l'Inde, la Chine, etc.

Il n'existait jusqu'ici qu'une seule rétrospective générale sur l'Asie, organisée par la galerie indienne Tasveer en 2013, mais c'était une petite exposition. Il manquait donc une exposition d'ampleur sur cette question ainsi qu'une publication explorant ces liens en détail. C'est ce que nous avons souhaité faire au musée Guimet et dans le catalogue, qui donne notamment la parole à une spécialiste de l'histoire des rapports entre photographie et peinture à l'encre en Asie orientale, Haely Chang.

À ce sujet, le podcast mis en ligne par le musée Guimet est intéressant car l'artiste y commente certaines de ses photographies.

C'est quelque chose d'assez récent, mais on aime bien au musée Guimet tendre le micro aux artistes contemporains pour qu'ils puissent s'adresser directement aux visiteurs. Nous l'avons fait notamment pour l'exposition des photographies de Pierre-Élie de Pibrac en 2023-2024.

Pour « Haïkus d'argent » c'était particulièrement important de donner la parole à Michael Kenna afin de rechercher un équilibre entre le discours que j'ai souhaité tenir dans l'exposition et sa propre vision des œuvres.

Dans chaque capsule du podcast, Michael Kenna raconte aux visiteurs les anecdotes derrière ses photographies, détaille ce qu'il recherchait, ce qui l'a touché dans tel paysage, ou encore le parcours de l'image depuis sa création. Le podcast est accessible via des codes QR dans l'exposition, afin de pouvoir l'écouter devant les œuvres, mais aussi sur internet [3].

Vous parlez aussi d'affinités entre les photographies de Michael Kenna et les arts de l'Asie orientale.

Nous avons déjà évoqué la poésie japonaise et la peinture à l'encre, mais il existe d'autres liens tangibles entre la photographie de Michael Kenna et les arts de l'Asie orientale. Tout d'abord sur le plan iconographique. On retrouve en effet dans ses photographies des motifs qui sont très fameux dans l'histoire des arts de la Chine, de Corée et du Japon, comme par exemple les montagnes.

La sous-section de l'exposition dédiée à ce motif est introduite par une peinture de Wang Xuehao (XVIII^{ème}-XIX^{ème} siècle). Cette œuvre est placée en regard d'une photographie extraordinaire prise par Michael Kenna dans les monts Huang, dans le sud-est de la Chine.

Ce massif, célèbre pour sa beauté et l'omniprésence des nuages entre ses pics fantastiques, inspire les artistes peintres et les poètes chinois depuis des siècles. En allant se perdre sur ses sentiers et en photographiant ses vallées embrumées, Michael Kenna s'est en quelque sorte placé dans le sillage des artistes chinois du passé.

Les affinités entre l'œuvre de Kenna et les arts asiatiques concernent également certains procédés de composition. Dans les arts décoratifs japonais, et en particulier le travail de la laque, on ne représente pas de scènes anecdotiques. Les artistes ne montrent souvent que des bribes, des traces d'une activité, des détails permettant au spectateur d'imaginer l'action qui se déroule autour, avant ou après.

Par exemple, une sous-section de l'exposition débute avec une écriture japonaise en laque maki-e exécutée par Honami Koetsu (1558-1637) et qui représente la proue d'une



barque remplie de fagots et fendant les flots, rien de plus.

On n'y voit pas l'horizon, et aucun personnage. Mais à l'époque de sa création, une personne connaissant un peu la littérature japonaise aurait reconnu la saison (l'automne), le lieu (le lac d'Uji) et peut-être quelques histoires ou poèmes liés à cet endroit.

Cette œuvre entretient un dialogue très intéressant avec les photographies de Michael Kenna, qui mettent en œuvre le même procédé de suggestion, à une différence près : Michael Kenna ne fait pas appel à la culture générale du spectateur mais à son imaginaire.

On pense à ces peintures anciennes chinoises de paysages, de montagnes en général, où est représenté un chemin qui serpente, faisant s'interroger sur ce que l'on va découvrir au bout de celui-ci.

Vous avez tout à fait raison. Dans la peinture chinoise de « montagne et eau » le peintre compose son œuvre de manière à ce que le spectateur puisse la parcourir du regard, du premier plan à l'arrière-plan, et découvrir ainsi une multitude de paysages successifs.

Ce type de construction encourage, d'une certaine manière, la participation de la personne qui contemple l'œuvre. Michael Kenna recherche la même chose, il fait appel à la subjectivité de chacun.

Pour finir, comment vous est venue l'idée de cette exposition consacrée à l'œuvre de Michael Kenna, et avez-vous d'autres projets à venir d'expositions photographiques ?

Le projet de cette exposition remonte à plusieurs années, avant que je ne prenne la responsabilité des collections photographiques. L'idée s'est fait jour progressivement. Michael Kenna est venu au musée Guimet photographier des œuvres, puis il a donné en 2018 cinq tirages au musée, dont deux sont présentés dans l'exposition.

Parallèlement, il a décidé de léguer toute son œuvre à la France. Cet événement exceptionnel a été annoncé à Paris Photo en 2022. L'exposition est donc à la fois le fruit d'échanges préexistants avec l'artiste et une célébration de cette généreuse donation.

Lorsque j'ai pris mes fonctions en 2023, j'ai eu la chance qu'on me confie d'emblée ce projet avec une grande liberté sur la manière de présenter les photographies de Michael Kenna.

Il fallait évidemment se focaliser sur son travail en Asie, mais le seul lien géographique me paraissait insuffisant. Il était aussi plus intéressant de développer un discours autour du style des photographies elles-mêmes, dans leurs liens avec les arts asiatiques, et donc avec les collections du musée Guimet.

Un autre aspect qui me semblait essentiel à aborder était les nombreuses étapes du travail de Michael Kenna pour passer du négatif à l'œuvre (planche contact, tirages test, tirage définitif, retouche manuelle). Cet aspect est rarement abordé pour les photographes contemporains. C'est pourtant central pour comprendre ce qu'ils ou elles font et pour réaliser l'ampleur de leur savoir-faire.

L'exposition consacre toute une partie à cette question, avec de nombreuses archives inédites et un très beau film réalisé par Richard Bonnet où Michael Kenna explique en détails son travail dans la chambre noire.

Quant aux projets futurs, nous préparons avec ma collègue Cécile Dazord, conservatrice chargée de l'art contemporain, une exposition qui ouvrira le 1^{er} octobre jusqu'au 12 janvier 2026. Celle-ci présentera pour la première fois une installation extraordinaire de près de mille polaroids de Nobuyoshi Araki, constituée pendant vingt-cinq ans et donnée au musée tout récemment par le collectionneur Stéphane André. Le travail d'Araki a fait l'objet d'une grande rétrospective au musée Guimet en 2016.

L'exposition de 2025 sera focalisée sur un aspect particulier mais central dans son œuvre : la photographie à développement instantané, mieux connue sous la marque Polaroid. Depuis les années 1990, cette technique a permis à Araki de photographier son environnement de manière quasiment continue, et de constituer ainsi un journal visuel chaotique et poétique qui prend tout son sens dans la masse.

Nous avons aussi au musée Guimet des projets de recherche et de conservation, dont un consacré aux débuts de la photographie au Japon. Ce projet nommé HikariA [4] entamé fin 2023 pour trois ans et financé en partie par l'État dans le cadre de France 2030, a pour but de valoriser une collection remarquable de plus de 20 000 photographies anciennes du Japon en développant de nouveaux outils d'intelligence



artificielle pour la description automatique et la recherche iconographique dans ce fonds en partenariat avec la société TEKLI.

[1] <https://www.association-francophone-de-haiku.com/definition-du-haiku/>

[2] <https://www.guimet.fr/fr/espace-presse>

[3] <https://podcasts.nova.fr/radio-nova-michael-kenna-haikus-dargent-au-musee-guimet>

[4] <https://www.guimet.fr/fr/actualites-du-musee/le-projet-hikaria-laureat-de-france-2030>

Édouard de Saint-Ours

Édouard de Saint-Ours est conservateur des collections photographiques au musée Guimet. Docteur en histoire de l'art (Université de St Andrews) et en histoire contemporaine (Université Le Havre Normandie), il est spécialiste de la photographie du XIX^{ème} siècle en Asie. Sa thèse, soutenue en 2024, examine le rôle de la photographie pendant les premières années du colonialisme français en Indochine (1845-1880). Il a également travaillé sur l'histoire des premiers procédés couleur et sur les réseaux franco-britanniques qui ont contribué au développement de la photographie dans les années 1840 et 1850.



CHENG Yo-Jung

Ancien diplomate français

Analyse Nouveaux Regards

La sphère d'influence des « hanzi » en Asie.

Par CHENG Yo-Jung

L'Asie orientale est une région pleine de nuances dans tous ses aspects mais avec en partage une culture empruntant tout ou en partie à l'écriture de l'ethnie han (Hanzu 汉族/汉族) : hanzi 汉字/汉字 chinois, kanji 漢字 japonais, hanja 한자/漢字 coréen, chũr nho 字儒 vietnamien.

Dans cette constellation de pays orbitant autour de l'astre chinois depuis deux millénaires, le Japon, la Corée, le Vietnam partagent, chacun à leur manière et à différents degrés, des traits culturels empruntés à la civilisation chinoise véhiculée par son système d'écriture.

C'est le cas du confucianisme, du bouddhisme mahāyāna महायान ou du grand véhicule, dacheng 大乘 en chinois, daijō 大乘 (même graphie en japonais), ou encore de la riziculture, du système administratif, etc.

Loin d'aboutir à une uniformité, chacun d'eux a, au contraire, affirmé sa propre identité nationale distincte de celle de l'empire voisin.

L'écriture : premiers impacts culturels

• Corée

Les premiers impacts de la culture han sur la Corée apparaissent vers le III^{ème} siècle avant notre ère, sous la dynastie Han 漢朝/汉朝 (206-220), avec l'introduction dans la péninsule du système d'écriture désigné localement sous l'appellation hanja 한자.

Le pays était alors divisé en trois royaumes Goguryo (de 37 av. J.-C. à 668), Baekje (de 18 av. J.-C. à 660) et Silla (57 av. J.-C. à 935). L'introduction du hanja a donné à l'élite de ces royaumes l'accès à la culture et la philosophie hans. L'apprentissage de l'écriture et des ouvrages canoniques confucéens a conduit à l'introduction des systèmes politique et administratif chinois dans la vie publique du pays. Sous les dynasties coréennes successives, le Hanja s'est imposé comme l'écriture officielle et était omniprésent dans tous les aspects de la vie publique tout en demeurant un outil plus ou moins privilégié de l'élite.

Il a fallu attendre 1443 pour voir apparaître, à l'initiative du Roi Sejong, le hangul 한글, un alphabet phonétique conçu pour populariser l'écriture et la lecture en coréen. Hanja et hangul coexistèrent alors dans la vie publique en Corée



même si, initialement, l'élite tendait encore à privilégier l'usage des sinogrammes (hanzi 漢字/ 汉字).

Aujourd'hui, le souci de simplifier l'écriture a conduit à l'extension de l'usage du hangul qui l'a emporté sur l'autre type d'écriture. En Corée du Sud, le hanja est toujours enseigné à l'école mais de manière limitée, tandis qu'en Corée du Nord, nationalisme oblige, les sinogrammes ont entièrement disparu en faveur du hangul qui porte à Pyongyang la dénomination de Josŏn'gŭl 조선글, par référence à la période Joseon (1392-1897), celle de la Corée historique (hangeul : 조선 ; hanja : 朝鮮).

• Japon

C'est en passant par la péninsule coréenne que la culture han a touché les rives de l'archipel japonais vers le IV^{ème} siècle. Bravant les périls de la traversée de la mer du Japon, des lettrés et des moines bouddhistes coréens, armés de leurs riches connaissances des kanji (漢字 sinogrammes han) et de la culture han 漢文化/ 汉文化, sont venus en grand nombre apporter leurs savoir-faire dans l'édification de la nation archipelagique naissante.

L'arrivée des kanji a permis au Japon, qui n'avait pas alors de système d'écriture propre, de sortir progressivement de sa culture orale et de commencer, vers le VI^{ème} siècle à consigner par écrit son histoire. Jusque-là, on ne trouvait que d'anciens témoignages de voyageurs-aventuriers, dont ceux vivant à l'époque de la dynastie Wei 魏 (III^{ème} siècle), pour trouver les toutes premières mentions écrites d'un peuple désigné sous le nom de Wa 倭 (nain).

Les Wa adoptèrent les kanji pour transcrire des textes religieux, des documents administratifs et des chroniques historiques. Pour populariser la lecture et l'écriture, il leur a fallu adapter l'écriture han à la langue morique (ou moraique) du pays. Ce processus a donné naissance, vers le V^{ème} siècle, à des kana 仮名, une forme cursive simplifiée des kanji (ex. le morphème あ en japonais est issu du sinogramme « an » 安).

À l'issue de multiples évolutions à travers l'histoire, l'écriture mélangeant kanjis et kanas devint la norme dans l'archipel. Celle-ci a survécu à des vagues d'occidentalisation (circonscrite par l'écriture katakana カタカナ), comme au moment de la restauration de l'empereur Meiji en 1868 et de l'occupation américaine (1945-1952), pour demeurer toujours en usage dans la vie courante japonaise d'aujourd'hui.

Là où, jusqu'à nos jours, l'usage des kanji à côté des kanas demeure, le Japon se distingue de la Corée où les sinogrammes sont en voie de disparition en faveur de l'écriture nationale hangul. Cet usage se diffère aussi de celui qui a cours au Vietnam où les sinogrammes ont été entièrement remplacés par le chử nôm, écriture reprenant des éléments des sinogrammes mais conçue phonétiquement pour s'adapter à la langue locale.

Au lieu de se contenter des sinogrammes venus de Chine, le Japon a su imposer son propre système d'écriture. Cet arrangement est appelé « waseikango » 和製漢語 (mots japonais composés de morphèmes chinois réemployés au Japon). Ces termes s'écrivent en kanji et se prononcent conformément à l'on'yomi 音読み (lecture phonétique) coexistant avec le kun'yomi 訓読み (lecture sémantique), qui reprend le sens (ou pas) du sinogramme/kanji, en empruntant une ou plusieurs prononciations de la langue orale japonaise. Certains mots appartiennent au vocabulaire sino-japonais, d'autres n'existent pas en chinois ou ont un sens différent dans les deux langues, d'autres encore sont réempruntés à la langue chinoise.

L'arrivée du waseikango en Chine a connu un essor particulier au XIX^{ème} siècle quand le Japon s'est modernisé à l'occidentale. Dans leur effort d'assimiler la culture, la pensée et la technologie occidentales, les Japonais ont recouru à des assemblages de sinogrammes pour créer des mots ou des termes nouveaux représentant des notions et des idées occidentales inconnues jusqu'alors en Asie : « démocratie » 民主, « révolution » 革命, « communisme » 共產主義, « philosophie » 哲學, « international » 國際, « atome » 原子, etc.

Ce nouveau vocabulaire, exprimé par des sinogrammes mais de fabrication japonaise, a été ensuite repris par les lettrés chinois en manque de termes équivalents dans leur langue. A l'époque, l'empire mandchou hanisé était en pleine décomposition, affaibli par un système féodal corrompu et soumis à l'occupation des puissances occidentales. Cette situation attira au Japon de nombreux étudiants chinois impressionnés par les progrès scientifiques et technologiques de l'empire du Soleil levant (riben 日本).

Cette introduction en Chine de sinogrammes élaborés au Japon, comme les mots « république » 共和国, « téléphone » 電話, « démocratie » 民主主義, etc., n'était cependant pas du goût des éléments les plus conservateurs de l'élite chinoise de l'époque,



dont l'amour-propre souffrait de ce renversement du rapport maître-élève. D'autres, plus libéraux, l'encourageaient afin de promouvoir la modernisation du pays.

• Vietnam

Le Vietnam a été mis en contact avec la langue et l'écriture chinoises vers l'an III av. J.-C. à la suite de la conquête par les envahisseurs hans puis mongols du nord du pays. Pendant son occupation de dix siècles, l'administration chinoise y introduisit la langue et l'écriture chinoises, appelées localement *chữ nho* 字儒 (écriture érudite) ou *chữ hán* 字漢 (écriture han), dans tous les aspects de la vie de ce pays. Tout comme les Japonais et les Coréens, les Vietnamiens ont dû adapter les sinogrammes à la langue locale qui est phonologiquement différente de la langue chinoise.

Le système d'écriture ainsi créé et développé localement, le *chữ nôm* 字喃 (écriture du sud), utilisant des caractères chinois adaptés et des caractères nouvellement créés pour transcrire la prononciation nationale ou *quốc âm* (國音), devient peu à peu l'écriture standard du pays à partir du X^{ème} siècle lorsque le Vietnam, à la suite de sa victoire contre les sino-mongols à la bataille de Bạch Đằng (1288), devient indépendant sous la dynastie Ngô 吳. Le *chữ nôm* répond parfaitement à l'émergence d'un nouveau sentiment national, constituant un moyen par excellence d'affirmer une identité culturelle distincte de celle de la Chine.

Combinant, d'une part, l'emprunt de sinogrammes pour leur valeur phonétique ou sémantique et, d'autre part, la création de nouveaux caractères pour représenter des mots vietnamiens sans équivalent phonétique en chinois, le *chữ nôm* est mieux adapté à la langue locale et à son usage dans l'administration et la littérature, faisant que celui-ci s'est imposé sous les dynasties successives vietnamiennes du XIII^{ème} au XVIII^{ème} siècle.

Ce n'est que vers le XVII^{ème} siècle que le *chữ nôm* commence à s'effacer progressivement devant l'émergence du *quốc ngữ* 國語 (langue nationale). Une nouvelle écriture romanisée basée sur l'alphabet latin est introduite par des missionnaires européens, dont le père jésuite Alexandre de Rhodes (1591-1660).

Le *quốc ngữ* romanisé s'avère si pratique et efficace comparé à l'écriture chinoise et au *chữ nôm* qu'il est officiellement adopté comme écriture nationale par les autorités coloniales françaises. On comprend aisément la

préférence de ces dernières pour une écriture basée sur l'alphabet latin. Son adoption définitive en 1954 par le Vietnam devenu enfin indépendant (1975) témoigne d'un souci de simplifier l'apprentissage de l'écriture et de faciliter la modernisation du pays.

Le *chữ nôm* demeure néanmoins un symbole de l'identité nationale et de la résilience culturelle vietnamiennes face à la domination chinoise. Aujourd'hui, cet héritage culturel fait l'objet d'un effort national de préservation, et de nombreuses études à son sujet ont été publiées. Entre autres, la contribution importante du père de l'auteur de cet article, expert de renommée mondiale dans la recherche historique et culturelle de l'ancienne Indochine. L'auteur a connu le grand bonheur de travailler comme assistant de son père dans la réalisation de l'un des meilleurs ouvrages scientifiques de ce dernier sur le *chữ nôm* : « A Collection of Chữ Nôm Scripts with the Pronunciation in Quốc Ngữ » (Chen Ching-Ho, Keio University, 1970).

Influence du confucianisme et du bouddhisme

L'introduction des sinogrammes entraîna inévitablement dans chacun des trois pays concernés des emprunts à la culture, à la pensée, à la religion, et au système politique et administratif de leur grand voisin.

Plus de deux siècles d'influence occidentale dans cette partie du monde et des décennies de communisme oriental hostile aux enseignements confucéens n'ont pas effacé, ni en Chine ni au Vietnam, les empreintes profondes laissées par le confucianisme dans la société de cette sphère placée sous l'influence des sinogrammes.

C'est par le biais des sinogrammes, mais aussi de l'écriture sanskrite, que le bouddhisme mahayana a été introduit au Vietnam. Tout en s'adaptant aux mœurs sociales locales, le bouddhisme s'est souvent trouvé en concurrence avec la doctrine confucéenne pour avoir la faveur des dirigeants politiques du pays. Mais les deux courants de pensée finiront par coexister au sein de la société des trois pays.

Vivant au carrefour de cette sphère des hanzi et de l'héritage de la pensée confucéenne, l'auteur a lui-même vécu au sein de sa famille des scènes tantôt harmonieuses tantôt conflictuelles entre un père chinois (de Taiwan), une mère



vietnamienne et une épouse japonaise. Chacun s'en tenait obstinément à son interprétation des valeurs familiales et de piété filiale prêchées par le penseur du V^{ème} siècle av. J.-C. Les choses se compliquaient davantage lorsque s'y mêlaient les valeurs chrétiennes occidentales du frère et des sœurs devenus français et américaines respectivement.

• Corée

Premier des trois pays à adopter les sinogrammes sous l'appellation locale de hanja, la Corée a accueilli le confucianisme à l'époque de la dynastie Han en Chine. Devenu le dogme du pays, en particulier entre le XII^{ème} et le XVII^{ème} siècles, la pensée chinoise a structuré la société coréenne en matière de hiérarchie familiale, d'éducation et de bureaucratie. Les ouvrages canoniques confucéens étaient au cœur de l'éducation coréenne et ont donc influencé profondément la société de ce pays. Il y avait également une forte dose de confucianisme dans les structures administratives du pays calquées sur le modèle chinois.

Le bouddhisme, arrivé en Corée via la Chine au IV^{ème} siècle, a influencé l'art, l'architecture et la pensée de ce pays. Les écoles bouddhistes chinoises, comme le chan 禪 (ceon en coréen, zen en japonais), ont marqué d'une profonde empreinte la spiritualité coréenne.

Malgré des périodes de conflits, comme à l'époque de la dynastie Joseon (1392-1910) où le confucianisme avait été érigé en dogme d'État au détriment du bouddhisme, les deux courants de pensée et de croyance sont parvenus à coexister. Cette coexistence se poursuit encore de nos jours dans la vie courante des Coréens qui participent sans contradiction à des pratiques bouddhistes et confucéennes à la fois.

• Japon

L'introduction des sinogrammes au Japon a été précédée par l'importation, via la Corée, de la riziculture et de l'art de travailler le bronze et le fer entre le III^{ème} et le VI^{ème} av. J.-C. Ce serait via des lettrés coréens que les sinogrammes (kanji en japonais) auraient été introduit dans l'archipel, ouvrant à l'élite japonaise tout un horizon intellectuel allant des textes bouddhistes, aux documents administratifs et aux chroniques historiques de sources chinoises.

Le système politique et administratif chinois, ainsi que le confucianisme et le bouddhisme, ont, après de multiples adaptations, demeuré dans la vie nationale du Japon jusqu'au XIX^{ème} siècle.

Introduit au Japon vers l'an 552 par les Coréens, le bouddhisme a dû, dans un premier temps, lutter contre la domination du shintoïsme (shintō 神道 ou voie divine), pratique chamanique locale, pour se tailler une place au sein de l'élite gouvernante du pays. Ce n'est qu'à partir de la période Nara, vers l'an 750, que l'Empereur Shomu a élevé le bouddhisme au rang de religion d'État, un statut qu'il a gardé jusqu'à la modernisation occidentale du pays à partir de 1868.

Cette année-là, avec la restauration de l'empereur Meiji marquant la fin du shogunat des Tokugawa et la restitution du pouvoir d'État à l'empereur, le Japon abandonne définitivement le système chinois, pourtant son modèle national durant vingt siècles, pour se convertir en un État monarchique moderne de style occidental. Alors que les samuraïs (侍) étaient encore plongés dans les classiques chinois comme les « analectes » (Lunyu 論語 ou Entretiens (avec Confucius) à la veille de cette restauration, l'empire nippon a, du jour au lendemain, tourné le dos à l'influence culturelle et politique chinoises pour s'occidentaliser à marche forcée. Le confucianisme est relégué à l'arrière-plan et le bouddhisme cède sa place au shintoïsme devenu désormais religion d'État.

Ce n'est qu'en 1952, au lendemain de la défaite militaire du Japon et de sa renaissance en tant que démocratie moderne, que le bouddhisme retrouve une place respectable à côté d'autres croyances religieuses. Le shintoïsme perd alors son statut de religion d'État même s'il a continué à être pratiqué en privé par la famille impériale et par plus de 90 millions de Japonais. Quant au confucianisme, qui est souvent en opposition avec la modernité occidentale exercée sur les mœurs et les valeurs en vigueur aujourd'hui, celui-ci a pratiquement disparu du devant de la scène dans la vie courante du Japon contemporain même s'il en reste encore des traces, à voir la façon dont les Japonais demeurent par exemple attachés au respect des aînés.

• Vietnam

À la différence de la Corée et du Japon directement influencés par la culture chinoise, le Vietnam est un carrefour où se rencontrent la culture chinoise venue du nord et la culture indienne en provenance de l'ouest (royaume du Champa). De la Chine, notamment au travers de plus d'un millénaire de domination chinoise (de 111 av. J.-C. à 969), le Vietnam a non seulement absorbé les sinogrammes mais aussi, à travers ceux-ci, le bouddhisme, le confucianisme, et le taoïsme, comme aussi le



système d'administration, l'architecture et les pratiques agricoles chinois. Par l'ouest, sont aussi arrivés le bouddhisme, l'hindouisme et les échanges commerciaux maritimes. La culture indienne, avec l'écriture sanskrite, s'est superposée à ce que le Vietnam avait hérité de la culture chinoise.

Les deux courants chinois et indien se syncretisent pour aboutir à une culture unique et à une identité culturelle complexe qui a cependant su préserver les traditions locales.

En particulier, le confucianisme, introduit dès le II^{ème} siècle av. J.-C. sous la domination de la dynastie Han, a profondément marqué la culture et la société vietnamiennes, devenant la base idéologique de l'État à partir du XIII^{ème} siècle. Ironiquement, c'est en retrouvant son indépendance par rapport à la Chine que le Vietnam a véritablement intégré la pensée chinoise dans l'ensemble de l'organisation de l'État et de sa société.

Depuis, le confucianisme a pénétré tous les aspects de la vie nationale, du système administratif et politique aux valeurs sociales et familiales du Vietnam. Ces valeurs prêchées par le courant de pensée confucéen sont toujours à l'ordre du jour dans la société vietnamienne contemporaine malgré l'influence de la culture occidentale sous la colonisation française et en dépit du régime communiste actuel.

Le système administratif chinois pour sa part a subsisté dans ce pays jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. À titre d'illustration, encore sous la colonisation française et l'occupation militaire japonaise dans les années 1930-1940, le grand-père maternel de l'auteur servait à la cour des derniers empereurs de la dynastie Nguyễn (1802-1945) en sa qualité, très chinoise, de *jianyi daifu* 諫議大夫 (Conseiller impérial).

Le bouddhisme est arrivé au Vietnam par le nord (la Chine) et par l'ouest (l'Inde) via des moines chinois et indiens, et a coexisté avec le confucianisme et le taoïsme tout au long de l'histoire du Vietnam. Après l'indépendance du Vietnam de la Chine au X^{ème} siècle, le bouddhisme a connu une période d'essor particulier en devenant religion d'État. Il façonne l'art, l'architecture et l'éducation et voit une vague de constructions de pagodes ordonnées par les empereurs successifs.

Au XV^{ème} siècle, la montée du confucianisme, qui devient l'idéologie dominante du pays, relègue le bouddhisme à un rôle secondaire.

Malgré ce déclin, celui-ci, déjà profondément ancré dans la vie populaire, s'adapte en intégrant davantage de pratiques taoïstes et de croyances locales.

D'une religion importée, le bouddhisme a évolué pour devenir un pilier de l'identité culturelle du pays. Malgré des restrictions diverses sous la colonisation française et sa mise sous contrôle de l'État sous le régime communiste aujourd'hui, il demeure une religion incontournable dans la vie des Vietnamiens.

Relations avec la Chine

Malgré une profonde assimilation de la culture chinoise sur une période s'étalant sur plus de vingt siècles, les trois pays ayant emprunté les sinogrammes ont remarquablement réussi à se protéger d'une domination de la Chine, chacun ayant pu maintenir son identité nationale distincte de celle de son géant voisin.

Cela étant dit, la Corée, le Japon et le Vietnam, n'en demeurèrent pas moins des pays tributaires des dynasties chinoises successives pendant plus de deux millénaires.

L'empereur chinois étant considéré Fils du Ciel (Tianzi 天子) et censé régner sur tout ce qui existe « sous le Ciel » (tianxia 天下). Il apparaissait dès lors naturel que tous les pays se situant en dehors de l'empire chinois (y compris, en principe, l'Europe) soient considérés comme les sujets de Sa majesté céleste. Ses vassaux avaient l'obligation de présenter périodiquement leur soumission au Fils du Ciel et de lui faire des cadeaux en échange d'une reconnaissance diplomatique, de droits de commerce et de faveurs diverses et, avant tout, pour avoir la paix avec cet empire menaçant. Raison de plus pour que les pays périphériques ayant bénéficié de l'influence culturelle chinoise se soumettent à ce rituel.

Tout en se soumettant en apparence à l'autorité chinoise en tant que pays vassaux et tributaires, les royaumes japonais, coréen et vietnamien ont dans le même temps fait preuve d'un effort constant d'affirmation de leur propre identité nationale et d'une indépendance politique vis-à-vis de la Chine. Chacun à leur manière, ils ont entretenu des relations particulières avec la Chine sans succomber pour autant à une soumission politique et culturelle.



Il est intéressant de noter que, dans leur effort d'assimilation du système chinois des Hans, ces trois pays ont appliqué à l'intérieur de leurs propres frontières la notion de « Tianxia », chacun étant sous le règne d'un empereur ou fils du Ciel. Au Japon, par exemple, l'unification du pays en 1590 par Toyotomi Hideyoshi après des décennies de guerres internes entre clans féodaux rivaux prend le nom en japonais « d'universalisation » de Tenka 天下 (le monde).

Aujourd'hui...

Au premier quart du XXI^{ème} siècle, les trois anciens pays tributaires continuent à orbiter, mais d'une manière différente, autour d'un « empire central » redevenu puissance militaire et économique mondiale. À la place de l'adhésion culturelle inconditionnelle de naguère, il règne aujourd'hui une méfiance générale à l'encontre du géant communiste en pleine ascension. En même temps, les trois pays, comme beaucoup d'autres dans le reste du monde, ne peuvent pas se passer d'entretenir une relation économique étroite avec la désormais deuxième puissance économique mondiale.

Même si ces pays n'ont pas oublié l'héritage culturel chinois sur lequel sont bâtis leurs pays respectifs, on ne peut que déplorer que la Chine, dont la nature du régime suscite crainte et méfiance, n'ait pas su exploiter en sa faveur ce sentiment d'adhésion à une même culture.

S'agissant de la Corée du Sud, en dépit d'une rivalité idéologique et géopolitique, des échanges ont lieu entre les deux pays emportés par la « vague coréenne » hallyu (한류 en hangul, 韓流 en hanja) avec le K-Pop de la

jeune génération et les « dramas » télévisuels coréens devenus très populaires en Chine.

En revanche, le ressentiment des 35 années de la colonisation japonaise était si fort que la culture japonaise (langue, chanson, cinéma, manga,...) est demeurée interdite en Corée du Sud entre 1945 et 1998.

Pour le Vietnam, la Chine a toujours été historiquement un objet d'admiration culturelle mais aussi de méfiance politique. À la fois un modèle et une menace. Après avoir vécu mille ans sous domination chinoise, le Vietnam indépendant a connu des périodes de souveraineté tantôt réelle tantôt nominale (comme sous la colonisation française) jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Comme dans le cas de la Corée, le siècle de domination de la France n'est pas parvenu à effacer la culture locale ni ce qu'il restait de l'influence culturelle chinoise au Vietnam. Certes, les sinogrammes localement adaptés, les chú nôm, ont été remplacés par l'écriture romanisée en usage aujourd'hui. Mais le bouddhisme y occupe une place centrale tandis que le confucianisme laisse encore des traces avérées dans la société vietnamienne contemporaine.

Après la Restauration de Meiji de 1868, le Japon s'est employé quant à lui à effacer son héritage culturel chinois comme s'il s'était agi d'un fardeau honteux. Mais les empreintes venues de son proche voisin marquées par le bouddhisme et le confucianisme, entre autres, sont néanmoins restées ancrées dans la société japonaise jusqu'à nos jours.

CHENG Yo-Jung

Né en 1947 à Taïwan, CHEN Yo-Jung a grandi au Vietnam et à Hong Kong. Il a fait ses études supérieures au Japon puis a servi pendant 23 années à l'ambassade de France à Tokyo en tant qu'attaché de presse et traducteur interprète. Naturalisé Français en 1981, Chen Yo-Jung est devenu en 1994 fonctionnaire titulaire du Quai d'Orsay. Il a servi en tant que consul adjoint/conseiller de presse dans plusieurs postes diplomatiques et consulaires français, dont à Tokyo, Los Angeles, San Francisco, Singapour et Pékin, avant de prendre sa retraite au Japon en 2012.



ZHANG Zhulin

Journaliste pour Courrier International

Entretien Nouveaux Regards

Face à une crise de confiance, le nouveau visage de la **consommation chinoise**.

Propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

Jean-Raphaël Peytregnet : Alors que le premier semestre 2025 est terminé, il apparaît de plus en plus évident que le marché de consommation chinois s'est installé dans une nouvelle réalité caractérisée par une croissance de la consommation à un chiffre. Invoquant le manque de confiance des consommateurs chinois et leur comportement de baisse de prix, les analystes de marché continuent de soulever une série de questions complexes : les poches de croissance se sont-elles rétrécies ? La baisse de confiance a-t-elle freiné les intentions de dépenses ? Au vu de ce que vous avez pu observer, quelles réponses apportez-vous à ces questions ?

Zhang Zhulin : Effectivement, de nombreux experts économiques s'interrogent sur le rétrécissement des poches de croissance chinoise, bien que la deuxième économie mondiale ait livré une croissance encourageante sur les six premiers mois de l'année, de 5,3 %, meilleure que les diverses prévisions.

Si Pékin vise la consommation comme l'un de ses principaux leviers économiques, les données publiées par la Bank of China font penser à une autre perspective : une

augmentation assez spéculative de l'épargne. Au premier semestre 2025, le solde des dépôts des ménages a dépassé 162 202 milliards de yuans, une hausse de 7,4 %, soit 10 700 milliards de yuans de plus qu'en début d'année. Par contraste frappant avec l'expansion continue de l'épargne, ce sont les taux d'intérêt sur les dépôts qui connaissent actuellement un nouveau cycle de baisse. Cela indique que la population a davantage tendance à épargner qu'à investir ou à consommer, afin de faire face aux incertitudes économiques à l'avenir. Ces données répondent également à votre seconde question.

Oui, la baisse de confiance a déjà un impact fort sur les dépenses des ménages ou des entreprises.

Regardons les indices PMI, un indicateur économique important utilisé pour mesurer la santé économique. En juillet, les trois principaux indices PMI, du secteur manufacturier, de la construction et des services, ont connu une baisse significative. Celui du secteur



manufacturier a reculé pour le quatrième mois consécutif, à 49,3, en dessous du seuil de 50, ce qui indique une contraction de l'activité du secteur. De plus, l'indice des nouvelles commandes dans ce secteur est descendu à 49,4 %, soit un recul de 0,8 % par rapport au mois précédent (juin), tandis que les nouvelles commandes à l'exportation ont également continué à se contracter (47,1 %), reflétant un affaiblissement simultané de la demande intérieure et extérieure.

Même si Pékin a lancé une série de mesures visant à stimuler la dépense, comme des subventions pour le renouvellement des équipements et des biens de consommation, la baisse des acomptes pour les achats immobiliers, etc., ces dernières ne résolvent pas le fond du problème : la faiblesse des revenus salariaux et l'insuffisante protection sociale. En 2022, les revenus salariaux des Chinois ne représentaient que 24 % du PIB. Ce pourcentage est non seulement loin derrière le niveau américain, qui était de près de 57 %, mais aussi inférieur aux pays dont le niveau de développement est comparable à celui de la Chine (autour de 40 %).

En outre, la population a été traumatisée par la gestion drastique de l'épidémie de Covid-19. Il en a certainement résulté des conséquences psychologiques. Le rétablissement de la confiance nécessitera du temps. En attendant, ce manque de confiance, au niveau politique ou économique, a entraîné l'économie chinoise dans un cercle vicieux. Cela peut expliquer pourquoi en période post-Covid il n'y a pas eu de « rattrapage de la consommation » (报复性消费), tant attendu par les autorités chinoises.

Annonçant un changement radical, le Premier ministre Li Qiang a déclaré dans son rapport de travail devant les « Deux assemblées » (Liang hui 两会) que la priorité absolue pour 2025 allait être de « stimuler vigoureusement la consommation », reconnaissant que l'économie nationale marchait au ralenti, avec une tendance désinflationniste qui persiste et continue d'handicaper fortement l'économie chinoise.

Les autorités chinoises seront-elles à votre avis en mesure de se donner les moyens ou auront-elles la capacité d'atteindre cet objectif a priori ambitieux, à plus forte raison dans le contexte d'un presque découplage amorcé de part et d'autre entre la Chine et les États-Unis, par ailleurs aggravé par les hausses tarifaires appliquées par les autorités américaines sur les produits chinois (automobile, électronique, acier, aluminium, etc. pour ne citer que les principaux) ?

À plusieurs reprises, le premier ministre chinois Li Qiang a affiché la volonté du pouvoir central chinois de « promouvoir la demande intérieure, stimuler la consommation ».

Le 15 avril, lors d'une rencontre avec des entreprises à Pékin, Li Qiang a encore mis en avant cette volonté. Le document officiel évoque une augmentation du salaire minimum. Mais en même temps, paradoxalement, dans de nombreux secteurs, des employés se plaignent plutôt d'une baisse de leur rémunération. Le président chinois Xi Jinping lui-même a réitéré, depuis quelques années, que ce qui le préoccupe le plus, c'est « cette partie de la population en difficulté ». En mars, lorsque Pékin a annoncé une majoration mensuelle de 20 yuans (2,44 euros) de la pension des agriculteurs ruraux âgés, cette somme dérisoire a été moquée par l'opinion publique. Par exemple, dans la province du Hubei, au centre-est du pays, cette pension mensuelle était de 172 yuans, soit à peine 21 euros.

« En arrivant à 192 yuans, c'est suffisant pour qu'un agriculteur puisse déguster une fondue », une profusion de ce genre de critiques sur les réseaux sociaux a conduit à une censure complète des commentaires sur la toile.

De nombreux Chinois craignent que la promesse de leur Premier ministre ne soit pas suffisamment tenue, comme dit le proverbe : « beaucoup de tonnerre mais peu de pluie » (雷声大雨点小), soit beaucoup de paroles mais peu d'actions. Pourtant, Pékin a clairement indiqué que 300 milliards de yuans d'obligations gouvernementales spéciales seraient consacrés à subventionner le renouvellement de biens privés, comme l'électroménager ou l'automobile. Cette somme énorme à première vue est faible pour un pays dont le PIB annuel est de 140 000 milliards de yuans.

Il ne faut pas oublier cette partie non négligeable de Chinois qui ont un pouvoir d'achat très faible : 600 millions d'entre eux n'ont qu'un revenu mensuel moyen d'environ 1 000 yuans, soit 120 euros.

Cette révélation faite en 2020 par Li Keqiang, Premier ministre à l'époque (depuis évincé par le pouvoir puis décédé), a bouleversé l'opinion. Même les Chinois n'étaient pas conscients de cette population invisible.

Dans la guerre commerciale sino-américaine, comme vous le citez, le gouvernement et les



médias chinois ont avancé la qualité de « résilience » du peuple chinois, ce qui sous-entend que les Chinois peuvent supporter une situation économique beaucoup plus grave, sans risque de provoquer de grands mouvements sociaux comme en Occident, si le pays s'engage dans une guerre commerciale à long terme. Si cette qualité est vantée par Pékin comme un atout, est-ce que cela veut dire que cette « priorité absolue », selon Li Qiang, doit céder la place à d'autres objectifs prioritaires ? Comme le dit Lew Mon-hung, un entrepreneur hongkongais souvent qualifié de « pro-Pékin », sur la crise économique en Chine, « le fond du problème est d'abord politique. »

Selon une étude du cabinet international de conseil en stratégie McKinsey, l'attitude prudente qui persiste au sein des consommateurs chinois serait largement encouragée par leurs craintes et incertitudes concernant les perspectives économiques et financières ayant trait en particulier à la sécurité de l'emploi et à la forte dépréciation de leurs biens immobiliers dans lesquels la population avait beaucoup investi au cours de ces dernières années dans une démarche spéculative. Faites-vous la même analyse ?

Le décalage sur les chiffres économiques entre les données officielles et celles des économistes est, parfois, assez saisissant. En août 2023, lorsque le taux du chômage des jeunes de 16-24 ans a grimpé à 21,3 %, les autorités chinoises ont décidé de suspendre la publication du taux de chômage par tranches d'âge. Or, si l'on en croit la version de Zhang Dandan, professeure associée d'économie à l'Institut national de recherche sur le développement de l'université de Pékin, le taux réel du chômage des jeunes serait de 46,3 %.

Quant au taux d'emploi des diplômés universitaires chinois en 2024, les chiffres officiels prétendent qu'il serait de 56 %, mais d'après Ding Xueliang, professeur émérite de l'Université des sciences et technologies de Hong Kong, au moins 60 à 70 % des anciens étudiants diplômés entre 2020 et 2024 n'auraient pas réussi à décrocher un emploi, soit déjà une « armée de 30 millions » de chômeurs.

De même sur la croissance économique. En décembre 2018, un an avant le Covid, où l'économie chinoise n'était plus à deux chiffres de croissance, le Bureau national des statistiques annonçait encore une croissance du PIB de 6,5 %. Or, dans un discours, Xiang Songzuo, sous-directeur du Centre de recherche monétaire internationale de l'Université Renmin à Pékin, et ancien économiste en chef de la Banque agricole de

Chine, révélait qu'une estimation faite par un « groupe de chercheurs d'une institution de tout premier plan » aboutissait à une croissance étonnamment basse, de 1,67 %. Cette information a évidemment été censurée en Chine.

Quant à la sécurité de l'emploi, sans compter les grandes vagues de licenciements de ces dernières années qui ont frappé de nombreux secteurs, les salariés sont constamment confrontés à ce mal endémique : une fois dépassé le « seuil de 35 ans » (35 岁门槛), retrouver un travail devient presque impossible.

Cette discrimination fondée sur l'âge frappe notamment les personnes qualifiées. Cela peut expliquer en partie la raison pour laquelle le nombre de livreurs et de chauffeurs de VTC n'a cessé d'augmenter, dépassant respectivement 10 et 7,5 millions dans le pays en 2025, malgré l'absence de protection sociale du métier. Ces métiers mal payés et instables, professions indépendantes, appelés par Pékin « emplois flexibles » (灵活就业), sont les plus importants « réservoirs » de chômeurs, qui ont désormais absorbé plus de 200 millions de travailleurs, soit environ un tiers de la population active. Et comme le constatent de nombreux médias, y compris officiels, ces « réservoirs » sont désormais saturés.

Fin 2024, un sondage du cabinet McKinsey a révélé que près d'un résident urbain chinois sur deux estimait que la situation sur le marché de l'emploi était grave.

Quant à l'industrie immobilière, jadis l'un des piliers du développement économique, celle-ci s'est transformée en véritable boulet. Elle devrait nécessiter cinq voire dix ans pour retrouver la santé selon des observateurs. Cette industrie exsangue est illustrée par la liquidation de l'empire du groupe Evergrande, l'un des plus grands promoteurs immobiliers chinois. Ses dettes, qui s'élevaient à 2 400 milliards de yuans, soit 2 % du PIB en 2020, sont à peu près égales à la dette publique du Portugal. Ses déboires financiers ont bouleversé le secteur, en laissant derrière lui des « bâtiments inachevés » partout en Chine.

Ces derniers, estimés à plus de 20 millions d'appartements, concernent des millions de propriétaires. Ceux-là, qui ont acheté leur bien sur plan, doivent pour certains d'entre eux continuer à rembourser leur crédit bancaire pour un appartement dont ils ne peuvent pas prendre possession.



Le problème est qu'Evergrande n'est pas le seul acteur malade de ce secteur. Country Garden, autre mastodonte, est également en très mauvaise posture. Quels impacts pour les familles qui y ont investi à perte ? Le scénario est inimaginable.

Même si la confiance reste faible et que les niveaux de sentiment varient selon les groupes de consommateurs chinois, ces derniers semblent adapter leurs comportements de consommation à la nouvelle réalité de l'environnement économique plus difficile d'aujourd'hui. Qu'en pensez-vous ?

Oui, les consommateurs chinois s'adaptent forcément, ils n'ont pas vraiment le choix non plus. Dans un groupe WeChat, un Chinois de Hangzhou qui travaillait dans une grande entreprise déplore, alors qu'il pouvait auparavant consommer quotidiennement chez Starbucks, de devoir aujourd'hui se contenter de Luckin Coffee, une chaîne locale moins chère.

Les Chinois appellent ce changement d'habitude de consommation orientée vers un produit de basse gamme : « déclassement de la consommation » (消费降级).

Dans la restauration, un cercle vicieux semble s'être installé. Le manque de confiance en l'avenir économique, et la baisse des rémunérations, ont conduit à un changement du mode de consommation : moins cher. Dans ce contexte, pour de nombreux restaurateurs, il n'y a que deux options : soit baisser les prix, soit mettre la clef sous la porte. Cette situation peut expliquer pourquoi ces deux dernières années, de nombreuses boulangeries à 2 yuans (0,24 euro) ont poussé comme des champignons, des restaurants de fondue proposent des plats à seulement 9,9 yuans, des restaurants haut de gamme, jadis très prisés, ferment les uns après les autres. En 2024, près de trois millions de restaurants ont fermé, soit 8 000 fermetures d'entreprise chaque jour. Ces chiffres donnent le vertige.

Cette recherche toujours orientée vers les prix bas, décrite par certains observateurs par l'expression « boire du poison pour éteindre la soif », risque d'aboutir à une impasse perdant-perdant. Ces derniers temps, même les consommateurs ont vivement réagi à la baisse des prix significative des médicaments. En 2024, par des « achats centralisés » (集中采购), les autorités chinoises ont réussi à réduire le prix de 435 médicaments répertoriés. Certains

médicaments ont vu leur prix baisser de 90 %. En apparence, il s'agit d'une bonne nouvelle pour la population. Cependant, même des journaux sérieux, comme Xin Jingbao, ont appelé à cesser cette compétition des prix qui risque d'impacter l'efficacité des produits vendus.

Récemment, le secteur automobile, considéré par le gouvernement chinois comme l'un des relais de développement de son économie, a lui aussi été entraîné par cette compétition des prix, face à une consommation morose. Des spécialistes chinois ont averti des conséquences désastreuses de ces baisses sur l'industrie.

Cette crainte s'est déjà concrétisée dans l'industrie électroménagère. Le 5 août, Dong Mingzhu, présidente du groupe Gree Electric, a dénoncé cette guerre guidée par les prix, accusant les entreprises de son secteur de ne plus chercher à avancer technologiquement mais à tromper les consommateurs avec des prix attractifs.

Lorsqu'un pays entre en déflation, l'une des solutions est de stimuler la demande intérieure. Si ces derniers temps, les autorités chinoises ont rappelé, à plusieurs reprises, aux secteurs économiques de cesser cette compétition des prix, pour ne pas s'enfoncer dans le piège de la déflation, elles ne semblent pas avoir réussi jusqu'à maintenant à enrayer ce phénomène. De plus, Pékin aura aussi à résoudre les problèmes de surcapacités.

Peut-on dire que les consommateurs chinois fondent de plus en plus leurs décisions d'achat sur des critères « durs » comme la valeur de leurs biens personnels ou leurs revenus – qui ont par ailleurs subi d'importantes baisses au niveau des salaires, plutôt que sur des critères « mous » comme leur niveau de confiance ?

C'est exact. D'ailleurs, le terme « ping Ti » (平替, alternative par des produits à prix abordable) est devenu l'un des nouveaux vocabulaires les plus populaires des jeunes Chinois ces derniers temps. Vu d'Occident, les « ping Ti » sont des copies de produits de luxe, qui reproduisent des designs et des finitions haut de gamme. Pour les Chinois, c'est la recherche d'un meilleur rapport qualité-prix. Surtout, il s'agit d'un nouveau genre d'imitation, mais sans logo, avec la même qualité des marques de luxe. Le Quotidien de la jeunesse chinoise a qualifié cette ruée vers les « ping Ti » des jeunes consommateurs de « choix de consommation plus détendu ».

Certes, les Chinois sont toujours attirés par les grandes marques internationales, mais ils ne



veulent pas toutefois s'engouffrer dans des difficultés financières. Un rapport de « eMarketer » montrait que près de 71% de la GenZ préféraient acheter les « Ping Ti » des marques de luxe. Cela explique le foudroyant succès de marques comme Shein.

Le « Ping Ti » ne se limite pas au prêt-à-porter, son champ s'élargit aux collations, cafés, à l'électroménager, et même aux automobiles, etc. La considérable amélioration de la qualité des produits et du design « Made in China », certains produits chinois comme les smartphones et les voitures électriques occupent une place de premier rang au niveau mondial, sont des facteurs importants de ce changement de mode de consommation.

Toujours selon le cabinet McKinsey, les consommateurs chinois prévoient une croissance nulle de la part de la consommation dans leur revenu, bien qu'en légère amélioration par rapport à la baisse de -0,5 % observée précédemment.

Ces indicateurs positifs, bien que prometteurs, seraient tempérés par des attentes modestes concernant la croissance du revenu des ménages, que les consommateurs chinois prévoient en moyenne de 1,4 % en 2025, contre 2,5 % en 2024. Les résultats de cette étude vous semblent-ils correspondre à ce que vous avez pu vous-même observer ?

Oui, tout à fait. Les chiffres en provenance du secteur du tourisme sont révélateurs. Durant les quatre jours des vacances du 1^{er} mai, 314 millions de voyages ont été enregistrés, des chiffres en forte progression, 61% de plus par rapport à ceux de 2019. Si le nombre de voyageurs a considérablement augmenté, les dépenses par personne n'ont été que de 574 yuans, soit moins que celles de 2019 qui étaient de 603 yuans.

De plus, les résultats de mai 2025 sont, en partie, le fruit d'efforts de nombreux gouvernements locaux qui ont distribué des bons d'achat touristiques afin d'attirer les touristes. Si la province du Qinghai (ouest du pays) a dépensé 30 millions de yuans, celle du Henan (centre) a consacré un budget de plus du double au tourisme, soit 68 millions de yuans.

Les données publiées par Meituan, société spécialisée dans les réservations et livraisons liées à la restauration, ont montré une chute de 23% en un an des dépenses moyennes de leurs clients. Quant à Feizhu (Fliggy), site de réservation touristique chinois, il a confirmé que le nombre de voyageurs de type « routard », trains de nuit en sièges durs, et chambres dortoir en auberges de jeunesse, a flambé de 187 % en un an. Ce sont les nouvelles caractéristiques de la consommation actuelle en Chine : les Chinois sont prêts à dépenser, mais ils regardent plus que jamais les prix.

ZHANG Zhulin

ZHANG Zhulin, journaliste à Courrier International, membre du Comité éditorial d'Asia Magazine, auteur du livre « La société de surveillance made in China », éditions de l'Aube.



Yaron Herman

Pianiste de jazz, compositeur et auteur,
Young Leader France-Chine 2013

Voix de Young Leader

« Je crois que nous avons tous quelque chose d'unique et que la **créativité est là pour que l'on puisse l'exprimer.** »

Propos recueillis par Thomas Mulhaupt et Agathe Gravière

Fondation France-Asie : Yaron Herman, vous êtes un Young Leader de la toute première promotion France-Chine de 2013, vous êtes un pianiste de jazz de renommée internationale et vous préparez pour 2026 un nouvel album, *Floating*, avec un quartet et une tournée passant notamment par l'Asie.

Quelle est la place de ce nouveau projet dans l'intégralité de votre parcours ?

Yaron Herman : Ce projet est la suite logique des précédents car il réunit des musiciens avec lesquels j'ai déjà collaboré par le passé, notamment Émile Parisien, et il témoigne d'une volonté d'explorer d'autres registres.

Dans ma discographie, j'ai déjà réalisé des albums en solo, en trio, en quartet mais aussi avec de plus grandes formations.

Ainsi, c'était le moment d'essayer de nouvelles choses et d'aller vers des univers musicaux qui peuvent s'apparenter à la musique du monde, d'où la présence d'une influence indienne sous forme de percussions, de tablas, des musiques traditionnelles.

J'ai souhaité aller chercher et puiser dans d'autres traditions musicales pour trouver l'inspiration.

Aux alentours de 16 ans, vous allez découvrir votre instrument alors que vous étiez destiné à une toute autre carrière, en l'occurrence le basket que vous pratiquiez à haut niveau.

Comment expliquez-vous ce choix et comment avez-vous vécu ce passage d'une passion sportive à la musique ?

La transition s'est faite par une rencontre avec un professeur qui avait une méthodologie exceptionnelle et unique au monde, à ma connaissance. Il s'appuyait sur des disciplines telles que la philosophie, les mathématiques et la psychologie. Ce n'était pas un cursus traditionnel de conservatoire.

Grâce à cette personne, je suis devenu passionné et fasciné par l'idée que l'on puisse être plus créatif que nous le pensons.

Quel était votre rapport à la musique plus jeune et pourquoi avez-vous choisi le piano ?



Plus jeune, j'écoutais surtout ce qui passait à la radio. Je n'étais pas bercé par une culture de musique classique. Personne ne m'y avait initié, donc ma culture musicale était d'ordre assez général, même si j'étais sensible à la musique.

Je dirais que j'ai trouvé mon instrument, le piano, un peu par hasard.

Je crois que nous avons tous quelque chose d'unique et que la créativité est là pour que l'on puisse l'exprimer. J'ai découvert cela avec le piano.

Certains mathématiciens mettent en exergue cet aspect mystérieux grâce auquel la résolution d'un problème peut être élégante parce qu'il y existe plusieurs voies.

La musique est-elle aussi un vecteur de beauté au travers de la recherche d'une forme d'équilibre, de justesse ?

Oui, c'est un peu la même chose qu'en musique, nous pouvons apparenter la créativité à une capacité à produire des possibilités. Globalement, les mathématiques, c'est le jeu de l'infini. La musique mêle à la fois le jeu et les possibilités, deux choses qui sont à priori associées à la créativité, mais qui sont malheureusement très peu associées avec les mathématiques.

Par exemple, combien de mélodies peut-on jouer avec trois notes, c'est-à-dire, en mettant une contrainte productive ? Avec trois notes, combien de mélodies peut-on faire sans les répéter ? La réponse est 6 possibilités. Il est possible de faire 6 mélodies avec 3 notes. C'est déjà un début de créativité et si l'on ajoute 4 notes, 5 notes, cela devient exponentiel.

Si on ajoute des changements des tessitures, de dynamiques, de rythme, de son ou d'instrument, l'horizon s'élargit devant nous sans que l'on ait besoin de déployer de moyens créatifs extraordinaires. Le pouvoir de la contrainte est parfois plus important qu'autre chose.

Cela dit, pour moi la beauté de la musique reste mystérieuse. Et je pense que le mystère est indispensable à la vie car, le jour où l'on sait tout, on arrête de s'émerveiller.

Le mystère, de par sa nature, tient toute sa puissance du fait qu'on ne peut le résoudre et il en est de même pour la musique. Il faut le vivre !

Et dans ce sens, comment vous préparez-vous à un concert d'improvisation ?

Vous donnez-vous des contraintes préalables ?

Je pense que le contexte détermine beaucoup de paramètres. Quand je suis seul, je suis plus libre de faire des choix sans qu'il y ait de « répercussions directes » sur d'autres musiciens. Dans ce cas, il n'y a vraiment que moi qui pose les limites du jeu.

Alors, j'essaie de garder un minimum de choses prédéfinies et de monter sur scène en faisant presque table rase. Puis, à partir de la première note, j'essaie de construire avec les outils que j'ai.

L'improvisation ne s'improvise pas. Un improvisateur passe ses journées à essayer d'imaginer de nouvelles façons de jouer, de créer des histoires.

Nous sommes tels des architectes, à la fois responsables de la structure fondamentale et de l'harmonie de l'édifice que l'on veut bâtir. Tout cela en temps réel.

Vous disiez qu'avec le jazz, vous cherchiez à atteindre un état où vous disparaissiez. Comment décrire cette sensation de plénitude présente dans la musique, mais aussi parfois dans le sport ?

C'est une sensation qu'on connaît tous, quand on ne réfléchit plus face à un coucher de soleil, quand on est vraiment amoureux, le temps file et on ne le voit plus passer. Dès qu'on remarque cet état singulier, on est en déjà dehors. Ce sentiment si particulier de flow n'est pas intellectuel, il est aussi magique que volatile.

Et ainsi, quel est votre rapport au temps ? Comment percevez-vous le temps lorsque vous jouez ?

Si tout fonctionne bien, je n'ai aucune sensation du temps. Le but est que le temps disparaisse pour qu'il n'y ait qu'un instant présent prolongé. Ça peut sembler fou, mais c'est une tentative afin d'étirer le moment présent. Le seul repère temporel que j'ai est l'intuition que j'ai développée.

Lorsque je suis sur scène, je me pose plusieurs questions : est-ce le moment de changer ? Est-ce trop long ? Est-ce que je m'ennuie ou est-ce que le public s'ennuie ?

Tous ces dialogues intérieurs me permettent de me situer dans le temps de manière intuitive. Je ressens de cette manière si le public écoute



attentivement ou si c'est un silence vide, un silence plein...

Une écoute « active » du public peut vraiment changer la manière dont la musique se manifeste. Dans un concert de musique improvisée, on puise beaucoup de choses dans le silence, cela fait partie du mystère.

Cela semble un peu métaphysique, mais on le vit tous les jours quand on parle avec quelqu'un, on sent la qualité de son écoute, tout de suite..

En dehors de vos modèles musicaux, y a-t-il des personnalités qui vous servent de source d'inspiration ou de motivation ?

J'ai des affinités particulières avec le sport, pas tant pour les personnes en tant que « performers » dans leur domaine mais pour l'état d'esprit. J'ai un grand respect pour ce « mindset » dans le sport, j'admire Michael Jordan et Kobe Bryant pour sa « mamba mentality ».

Je crois que pour accomplir des choses exceptionnelles, parfois il faut déployer des mesures extrêmes surtout quand la tendance naturelle de l'Homme n'est pas forcément d'aller vers le chemin où il y a le plus de résistance.

À propos de votre expérience au sein du programme Young Leaders France-Chine en 2013, quels souvenirs gardez-vous et que vous a apporté le programme ?

Je garde un souvenir exceptionnel de ces quelques jours par la qualité des personnes, la richesse des rencontres, des discussions.

Passer du temps ensemble pour échanger m'a permis de découvrir d'autres manières de concevoir les choses et je m'estime chanceux de pouvoir représenter la France. Je suis fier d'avoir été inclus dans cette liste magnifique de personnes qui s'accomplissent dans divers domaines.

Pouvoir se réunir et partager nos passions respectives a été émouvant pour moi. Et ensuite, j'ai pu garder des relations avec plusieurs membres des Young Leaders et de la Fondation, que ce soit en Chine ou en France. Ils sont devenus des amis, très proches pour certains.

Pour votre projet « Floating », vous formez un quartet notamment avec Émile Parisien, Prabhu Edouard et Linda May Han Oh.

C'est un projet musical et entrepreneurial entre plusieurs personnalités avec des cultures différentes, en l'occurrence asiatiques. Comment

intègre-t-on les différences culturelles que chacun amène autour de la table ?

Ce sont des musiciens très expérimentés, qui ont fait de multiples tournées et qui habitent en Europe et aux États-Unis depuis un certain nombre d'années.

Ainsi, il n'y a pas beaucoup d'ajustements à faire à propos de la communication. La richesse vient en jouant et en partageant quelque chose ensemble où chacun apporte ses bagages, sa culture, ses connaissances, son savoir, ses idées, nous permet de trouver un langage commun.

La parole n'est pas forcément si importante car nous pouvons communiquer sans échanger, avec le regard, en s'écoutant, en jouant.

À partir de septembre 2025, vous allez prendre le rôle de professeur de jazz à l'École Normale de Musique de Paris. Quelle est la place de la transmission, d'un professeur à un élève, dans votre carrière ?

Le métier de professeur n'est malheureusement pas assez valorisé dans la société et la transmission me semble un devoir, lorsqu'on a des choses à transmettre.

Lors de mon premier cours, mon professeur me disait qu'il pouvait m'enseigner à jouer comme n'importe quel musicien avec n'importe quel style, mais surtout il voulait m'apprendre à apprendre.

Je souhaite perpétuer cette tradition. J'ai écrit un ouvrage sur la créativité, intitulé « *Le déclic créatif* », qui a été traduit en japonais par ailleurs. Il s'inscrit dans cette volonté de transmission qui m'anime pour rendre les clés créatives des artistes accessibles à tous.

Enfin, quelle est votre opinion sur l'avenir des relations culturelles entre la France et l'Asie, notamment dans la musique ?

C'est un domaine qui mérite d'être développé davantage. À mon avis, il n'y a pas assez d'échanges entre la France et l'Asie à ce stade, comme cela peut exister entre la France et les États-Unis par exemple.

Tant institutionnellement qu'au niveau académique, je crois que beaucoup de choses sont à créer, surtout pour le jazz.



Développer et entretenir des ponts culturels entre la France et l'Asie serait une opportunité exceptionnelle pour les musiciens et permettrait la naissance de projets conjoints.

Un morceau à écouter après la lecture de votre entretien ?

No surprises, Album Follow the White Rabbit.

Yaron Herman

Réputé pour son approche unique de l'improvisation, Yaron HERMAN est un pianiste et compositeur à la croisée du jazz, de la musique classique et contemporaine. Lauréat de nombreux prix prestigieux, il a notamment remporté la Victoire du Jazz 2008 dans la catégorie Révélation de l'année et le Prix Adami Jazz Talent. Il a été président du jury du concours de piano du Montreux Jazz Festival et mentor à la Montreux Jazz Academy. Il s'est produit dans les festivals et les salles de concert les plus prestigieuses d'Europe, des États-Unis et d'Asie, captivant le public par son jeu inspiré et ses performances uniques.

Le programme « Young Leaders » de la Fondation France-Asie réunit tous les ans, et pour chacun des « pays chapitre » de la Fondation, une trentaine de personnalités françaises et du pays d'Asie. Âgées de moins de 45 ans, elles seront amenées à jouer un rôle important dans leur pays et dans les relations franco-asiatiques et internationales. Le programme inclut des sessions de discussion selon l'actualité des deux pays, des rencontres avec des personnalités de premier plan, ainsi que des visites de sites industriels ou de lieux importants de la vie politique et culturelle du pays.



FONDATION FRANCE-ASIE

Fonds de préfiguration

*La Fondation France-Asie est une Fondation indépendante
consacrée aux relations entre la France et les pays d'Asie.*

Créée en 2023, la Fondation France-Asie promeut les échanges entre les sociétés civiles française et asiatiques. Elle encourage le dialogue et le développement de nouveaux partenariats entre la France et les pays d'Asie, au service de valeurs partagées d'amitié entre les peuples, d'humanisme, de co-développement et de paix.

Président

Nicolas Macquin

Directeur Général

Thomas Mulhaupt

Directeur de la Publication

Jean-Raphaël Peytregnet

Édition

Agathe Gravière

15 rue de la Bûcherie
75005 Paris
France

www.fondationfranceasie.org

Devenir contributeur, contacter :

jean-raphael.peytregnet@fondationfranceasie.org

La présente publication exprime les points de vue et opinions des auteurs individuels. En notre qualité de plateforme dédiée au partage d'informations et d'idées, notre objectif est de mettre en avant une pluralité de perspectives. Ainsi, il convient de ne pas interpréter les opinions exprimées ici comme étant celles de la Fondation France-Asie ou de ses affiliés.

ISSN 3077-0556

